

REPUBLIQUE DU BENIN

@@@@@

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

@@@@@

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

@@@@@

FACULTE DES LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES

(FLASH)

@@@@@

DEPARTEMENT DE PSYCHOLOGIE ET DES SCIENCES DE L'EDUCATION

@@@@@

MEMOIRE DE MAITRISE EN SCIENCES DE L'EDUCATION

OPTION : PSYCHOPEDAGOGIE DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION

THEME

**IMPACT DE LA GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT
MATERNEL ET PRIMAIRE SUR LES APPRENANTS :
CAS DE LA COMMUNE DE KLOUEKANME**

Présenté par :

Emmanuel TCHOKONA

Sous la direction de :

Dr. Hubert H. MIGNANWANDE

Maître Assistant des universités

Professeur à l'UAC

Année académique : 2011-2012

DEDICACE

Que soit loué l'Eternel qui a voulu et permis la réalisation de ce mémoire malgré mes multiples obligations professionnelles.

Je le dédie à :

Mes parents qui m'ont inscrit à l'école et qui m'ont apporté tous les soutiens nécessaires jusqu'à ce jour.

Mes enfants très aimés Mathilde, Juste et Reine pour tout ce qu'ils ont souffert durant toute ma formation.

Tous ceux qui ont contribué à mon éducation.

Tous ceux qui de près ou de loin ont apporté leur soutien à l'aboutissement heureux de ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Longue, sinon illimitée serait la liste des personnes et personnalités à remercier. Toutefois, je me dois de témoigner toute ma gratitude à :

Monsieur Hubert H. MIGNANWANDE mon directeur de mémoire pour la disponibilité totale dont il a fait preuve du début jusqu'à la fin de ce travail malgré ses nombreuses obligations professionnelles et familiales.

Tout le personnel administratif et d'encadrement du DPSE d'Abomey-Calavi pour le succès éclatant de notre formation.

Mon frère Basile TCHOKONA pour ses précieux encouragements et son soutien matériel.

Mes amis HOUAGA Sylvain, EGNANNOU Rafiou, FADEGNON Etienne et GOTANGNY Constant pour leur sens d'amour et leurs contributions exceptionnelles.

Tous ceux dont les noms ne figurent pas sur cette page et qui ont d'une manière ou d'une autre contribué à l'élaboration de ce mémoire, d'accepter nos sincères remerciements.

Sigles et Abréviations

Dans ce travail, nous avons eu recours à des abréviations, des sigles, des acronymes et des néologismes que nous prions le lecteur de considérer sous les acceptations suivantes :

O.M.D : Objectifs du Millénaire pour le développement.

C.E.P : Certificat d'Etudes Primaires

A.P.E : Agents Permanents de l'Etat

A.C.E : Agents Contractuels de l'Etat

E.P.P : Ecole Primaire Publique

S.T : Service Technique

C.S : Circonscription Scolaire

S.O.S.P : Service de l'organisation Statistique et de la Prévision.

PNDCC : Projet National d'Appui au Développement Conduit par les Communautés

AGETIP : Agence de Gestion des Travaux d'Intérêt Publics

AGETUR : Agence de Gestion des Travaux Urbains

FAST-TRACK : Mise en Œuvre accélérée de l'Education pour tous

BID III : Banque Islamique de Développement Phase III

PRIMMO:-

AGEFIB : Agence de Financement des Initiatives de Base

DDEMP : Direction Départementale des Enseignements Maternel et Primaire.

BAPE : Bureau de l'Association des Parents d'Elèves

E.Q.F : Ecole de Qualité Fondamentale

BEPC : Brevet d'Etudes du Premier Cycle.

CM : Cours Moyens

E.G.E : Etat Généraux de l'Education

CAPE : Coordination des Associations des Parents d'Elèves

ONG : Organisations Non Gouvernementales

D/EPP : Directeurs des Ecoles Primaires Publiques

IFESH- BENIN : Fondation Internationale pour l'Education et l'Auto-Assistance au Bénin

CE : Cours Elémentaire

CI : Cours d'Initiation

CP : Cours Préparatoire

PIP : Programme d'Investissement Public

MENC : Ministère de l'Education Nationale et de la Communication

MEPS : Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire

CAB : Cabinet

DC : Directeur de Cabinet

SGM : secrétariat Général du Ministère

DEP : Direction de l'Enseignement Primaire

SP : Secrétariat Particulier

MESFTP : Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle

SA : Secrétariat Administratif

PDG : Président Directeur Général

SOCOMIMPEX : Société Commerciale Import - Export

FAKERA : Fantodji Kélè Raphaël

SIEM : Service des Infrastructures de l'Equipement et de la Maintenance

AUT : Autorisées

OUV : Ouvertes

Re : réponses

UAC : Université d'Abomey-Calavi

MEMP : Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire

AVANT-PROPOS

L'école s'occupe de l'instruction et de l'éducation des enfants. Elle est à la fois une institution, un groupe humain et un lieu. Considérée comme un centre d'apprentissage à la vie, elle favorise l'acquisition du savoir, du savoir-faire, du savoir-être et d'autres compétences par les apprenants. En d'autres termes, l'école a pour rôle de former des élites qui sont des éclairés et en même temps des éclaireurs, c'est-à-dire des guides ou des gens ayant acquis des connaissances scientifiques, techniques et morales. Ces derniers représentent le capital indispensable au développement de toute nation. C'est conscient du rôle de cette institution que certains ont très tôt compris la nécessité d'inscrire les enfants à l'école en la rendant obligatoire. Pour que l'enfant ou l'apprenant puisse véritablement bénéficier de tous les avantages liés à l'école, il faut qu'il y soit inscrit afin d'être formé pour la vie.

En choisissant ce thème qui aborde les problèmes liés à la mise en œuvre de la gratuité des enseignements maternel et primaire dans la commune de Klouékanmè, nous avons l'intention d'étudier l'impact que cette gratuité a sur les apprenants de la commune de Klouékanmè et de proposer ensuite quelques approches de solution.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : synthèse des causes économiques et sociales

Tableau n°2 : pourcentage du nombre des enquêtés par rapport aux différentes causes.

Tableau n° 3 : points de vue des parents d'élèves face aux avantages de la gratuité

Tableau n° 4 : point de vue des parents d'élèves par rapport aux méfaits de la gratuité.

Tableau n° 5 : point de vue des enseignants face aux avantages de la gratuité

Tableau n° 6 : point de vue des enseignants face aux méfaits de la gratuité

Tableau n°7 : pourcentage du nombre des enquêtés par rapport au degré de satisfaction de la gratuité

Tableau n° 8 : point de vue des écoliers par rapport aux avantages de la gratuité

Tableau n° 9 : infrastructures scolaires réalisées dans la commune de klouékanmè de 2006 -2010

Tableau n° 10 : Liste des écoles créées dans la commune de klouékanmè de 2006-2010

Tableau n° 11 : point des manuels et des cahiers d'activités CI-CP envoyés dans les écoles par le MEMP en 2008, 2009 et 2011

Tableau n° 12 : point des salles de classe et du mobilier de 2009-2011

Tableau n° 13 : liste des écoles, nombre de classes, effectifs des écoliers, du personnel enseignant, état des infrastructures et du mobilier

Tableau n° 14 : synthèse des résultats de fin d'année 2006-2007

Tableau n° 15 : synthèse des résultats de fin d'année 2008-2009

INTRODUCTION

L'éducation a été de tout temps la préoccupation première des Grandes Nations dans le monde. Elle constitue le socle de tout développement. Cette raison a toujours animé chaque gouvernement qui se succède et qui ne ménage aucun effort pour accorder à l'éducation une attention soutenue. C'est pourquoi l'Etat s'acharne à tout prix pour sa pérennisation. Malgré les grands bouleversements socio-politiques qui entravent la survie et l'évolution normale du système éducatif béninois, l'Etat, depuis la nuit des temps n'est jamais resté les bras croisés. Des efforts dans ce sens ont conduit les gouvernements successifs à entreprendre aux lendemains des indépendances à nos jours, des réformes dudit système pour son adaptation aux réalités socio-économique et politique du pays puis son adéquation entre la formation et l'emploi.

Au nombre des réformes engagées, nous pouvons citer entre autres la réforme dite GROSSE TÊTE DOSSOU-YOVO en 1971, celle de l'Ecole Nouvelle en 1975, celle issue des Etats Généraux de l'Education d'Octobre 1990 pour ne citer que celles-là.

Le constat a été que ces réformes n'ont pas suffi pour l'atteinte des objectifs fixés par l'Etat. En effet, depuis les Etats Généraux de l'éducation, le gouvernement du Bénin a amorcé avec plus d'assurance la démocratisation de son système éducatif à partir de l'enseignement maternel et primaire. C'est dans cette optique que le pouvoir central est parvenu à décréter la gratuité de cet ordre d'enseignement.

Le thème choisi sera développé selon le plan ci-après :

Première partie : cadre théorique et approche méthodologique

Chapitre I : cadre théorique

Chapitre II : cadre méthodologique

Deuxième partie : présentation des résultats suivie d'analyses

Chapitre I : Les différentes raisons liées à la décision conduisant à la gratuité de l'enseignement maternel et primaire

Chapitre II : Manifestations enregistrées auprès des bénéficiaires

Chapitre III : Conséquences.

Conclusion

.

PREMIERE PARTIE:

Cadre théorique et approche méthodologique

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE

Toute recherche scientifique nécessite un cadre d'investigation approprié qui suscite souvent des questionnements conduisant à la consultation des réflexions théoriques existantes. Dans le présent chapitre, nous exposons la problématique et les informations théoriques se rapportant à la gratuité de l'enseignement maternel et primaire.

1. PROBLEMATIQUE

L'importance de l'éducation dans une nation qui veut se développer n'est plus à démontrer. C'est conscient de ce noble rôle de l'éducation qu'au lendemain des indépendances, la plupart des pays en voie de développement notamment ceux de l'Afrique subsaharienne ont commencé de façon timide par lui accorder une priorité absolue. Une telle conviction a été partagée par de nombreux dirigeants. C'est fort de cela que le droit à l'éducation figure en bonne place dans les constitutions de tous les Etats Africains. A titre d'exemple, nous pouvons citer :

Pour la Centrafrique, en son article 7, il est écrit ceci : "*chacun à droit d'accéder aux sources du savoir. La République garantit à l'enfant et à l'adulte l'accès à l'instruction, à la culture et à la formation professionnelle*". Dans la constitution du Togo en son article 35, il est écrit : "*L'Etat reconnaît le droit à l'éducation des enfants et crée les conditions favorables à cette fin. L'école est obligatoire pour les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de quinze ans. L'Etat assure progressivement la gratuité de l'enseignement public*". Enfin, pour ce qui concerne le Bénin, il est écrit en son article 13 ce qui suit ; "*L'Etat pourvoit à l'éducation de la jeunesse par des écoles publiques. L'enseignement primaire est obligatoire. L'Etat assure progressivement la gratuité de l'enseignement public*".

Dans le but d'emballer toutes les nations du monde, une conférence mondiale sur l'éducation s'est tenue à Thaïlande en 1990. Au cours de la même année, d'autres conférences se sont tenues au Bénin notamment celles dites « conférence des forces vives de la nation » et celles des « Etats Généraux de l'éducation » ont toutes mis l'accent sur l'éducation pour tous. En effet, dans le souci d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, la République du Bénin a donné corps à cette disposition constitutionnelle. Mais il lui a fallu attendre deux mille six (2006) et précisément le 13 octobre pour que son gouvernement proclame finalement la gratuité de l'accès à l'enseignement maternel et primaire. Cette déclaration fondée sur la volonté politique de la Scolarisation Pour Tous est une mesure incitatoire du gouvernement à l'endroit des parents d'élèves à inscrire massivement leurs enfants à l'école. Mais cette décision combien salubre pour le monde scolaire et la nation béninoise tout entière ne cache-telle pas d'autres problèmes pour le bonheur de l'école béninoise ? Assurément oui. Au nombre des problèmes auxquels est confronté le monde scolaire, nous retiendrons prioritairement l'offre éducative ayant pour corollaire un effet négatif sur le rendement et la performance des apprenants. Ces problèmes peuvent aussi présenter des particularités d'une région à une autre. Ceci justifie le cadre restreint de la commune de Klouékanmè que nous avons choisi pour étudier l'impact de la gratuité de l'enseignement primaire sur les écoliers : cas de la commune de Klouékanmè.

1.1. Les objectifs du travail

Notre ambition au cours de ce travail, consiste à montrer ou à faire toucher du doigt par les autorités en charge de l'éducation en général et de l'enseignement primaire en particulier et autres acteurs tels que les Organisations Non Gouvernementales les insuffisances qu'on peut relever

au niveau des mesures d'accompagnement de la gratuité de l'enseignement primaire. Dans la mesure du possible, nous leur ferons des suggestions dans l'amélioration des conditions de travail et de vie des apprenants car aujourd'hui, nous assistons à la chute des rendements et à la baisse drastique du niveau des écoliers.

1.2. Intérêt et revue de la littérature

Aucune œuvre humaine ne peut se réaliser sans le moindre intérêt. En effet, notre étude vient à un moment où l'enseignement maternel et primaire se trouve dans un contexte de la décentralisation où chaque commune se préoccupe de l'élaboration de son programme de développement à la base. Cette étude permettra d'aboutir à un document qui servira d'outil de travail aux élus locaux, aux enseignants, aux ONG, bref aux différents usagers de l'école pour l'épanouissement de la vie scolaire dans ce secteur de notre pays. Enfin, si les autorités à divers niveaux pourront prendre en compte les préoccupations que nous aurions exprimées, l'étude aura le mérite de contribuer efficacement à enrayer les maux qui minent nos chers apprenants. Et c'est justement ici l'intérêt particulier que nous trouvons à notre thème d'étude.

Bon nombre de chercheurs ont produit des écrits sur le phénomène de la gratuité de l'enseignement primaire. Ils ont montré ses bienfaits surtout dans les pays non encore développés. Ils n'ont pas occulté les insuffisances pour les écoliers, les parents d'élèves et pour le monde scolaire en général. Pour eux, la réussite et l'efficacité de la gratuité dépendent de la mise à disposition effective des différentes mesures d'accompagnement. Ils n'ont pas aussi manqué de mettre en exergue les insuffisances qu'on pourrait avoir et qui pourraient mettre en péril le phénomène. Mais il y a un aspect important qu'ils n'ont pas abordé et que

nous ne sourions négliger ou passer sous silence. En effet, nous ne devons pas perdre la vue que la population bénéficiaire elle-même a sa contribution à apporter en vue d'assurer une réussite et une pérennité totale à ce phénomène qu'est la gratuité de l'école et de ce fait la réussite des apprenants.

1.3. Hypothèses

Il n'est pas rare de constater que bon nombre de nos parents inscrivent leurs enfants à l'école sans motivation réelle ou par contrainte. En d'autres termes, certains de nos parents dans les campagnes envoient leurs enfants à l'école tout en imitant leurs voisins. Cette catégorie de parents ignore encore l'importance de l'école donc de l'instruction dans la vie d'un être humain. Pour d'autres encore, c'est grâce à la gratuité de l'école primaire qu'ils trouvent l'opportunité d'inscrire massivement leurs enfants, car ils n'ont plus désormais des frais à payer et qui les en auraient empêchés. La plupart des parents surtout ceux résidant dans les campagnes ne comprennent pas encore le sens de la gratuité de l'école. Ils ignorent que le non suivi et le non entretien régulier de leurs enfants constitue un véritable problème, un frein à l'épanouissement et à l'émergence de ces derniers dans le système éducatif. Les parents issus des couches défavorables de nos villes et campagnes éprouvent d'énormes difficultés à subvenir aux besoins fondamentaux de leurs enfants. Nous pensons pour notre part que tant que les parents bénéficiaires des mesures de gratuité de l'enseignement ne vont pas s'engager au côté de l'Etat dans cette gigantesque œuvre de promotion d'une éducation de qualité, la question de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire sera mise en mal et ne profitera à personne.

2. CADRE CONCEPTUEL ET PHYSIQUE

2.1. Cadre conceptuel

Nous ne saurions poursuivre notre travail sans procéder à une clarification conceptuelle des mots clés contenus dans le sujet. Il s'agit notamment de l'impact et de la gratuité.

En effet, selon le dictionnaire le Petit LAROUSSE Compact, le mot impact vient du latin impactus, de impingere qui signifie heurter. Il est également défini comme le fait pour un corps, un projectile de venir en frapper un autre : choc. l'impact à été très violent. Le même dictionnaire définit l'impact comme un effet produit par quelque chose : influence qui en résulte. Etude d'impact : étude qui procède ou accompagne les grands travaux (route, barrage, installation industrielle etc...) et qui s'intéresse à leurs conséquences sur l'environnement.

Quant à la gratuité, le même dictionnaire le définit comme le caractère de ce qui est gratuit, ne coûte rien. La gratuité de l'enseignement.

L'adjectif gratuit, précise le même dictionnaire vient du latin gratuitus et signifie fait ou donné sans qu'il en coûte rien : dont ont jouit sans payer.

Vu les définitions proposées par le dictionnaire, nous retiendrons que étudier l'impact de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire sur les apprenants, revient d'une manière ou d'une autre à faire ressortir les conséquences que la gratuité produirait sur les écoliers.

2-2 : Cadre physique

Avant d'aborder la méthodologie, nous souhaiterions d'abord présenter notre cadre de travail. En effet, le Bénin est un pays de l'Afrique

occidentale. Il a une superficie de 112 622km² environ. Il compte douze départements qui sont subdivisés en soixante dix sept communes. La commune de Klouékanmè est l'une de ces soixante dix sept communes. Située au Nord-est du département du Couffo, la commune de Klouékanmè est limitée au Nord par les communes d'Abomey et d'Agbangnizoun, au Sud par la commune de Djakotomey et de Toviklin, à l'Est par celle de Lalo et à l'Ouest par le fleuve du Couffo frontière naturelle qui la sépare de la commune d'Agbangnizoun. Elle occupe 16,39 % de la superficie totale du département du Couffo et 0,35 % de la superficie nationale. La commune de Klouékanmè compte huit arrondissements subdivisés en soixante et un villages et quartiers de ville.

CHAPITRE II : CADRE METHODOLOGIQUE

Pour la clarté et la précision de tout travail scientifique, il est indispensable d'adopter une méthode adéquate afin d'éviter les erreurs et les confusions éventuelles dans les résultats.

La poursuite de nos objectifs nous a amené à formuler les hypothèses ci-après :

La mise en œuvre de la mesure de gratuité à l'enseignement maternel et primaire a conduit à la pléthore des effectifs des écoliers dans les classes, au manque d'infrastructures scolaires et de mobilier, à l'insuffisance numérique du personnel qualifié, au mauvais rendement des apprenants puis à l'insuffisance de documents de travail et de matériels pédagogiques

En effet, la méthodologie mise en œuvre pour confirmer ou infirmer les hypothèses comprend les étapes suivantes :

- Recherches documentaires.

Mentionnées en annexe, elles nous ont permis de :

mieux approfondir certains aspects de la question de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire dans le monde en général et au Bénin en particulier.

Contourner les sentiers déjà battus en vue de proposer des solutions originales, applicables et durables pour l'école béninoise.

- Questionnaires d'enquête

1. Echantillonnage

Pour avoir des informations nécessaires, des questionnaires d'enquête ont été élaborés et adressés à trois cibles principales :

- le groupe des enseignants. Ce groupe comprend les agents permanents de l'Etat (APE), les agents contractuels de l'Etat (ACE) et les enseignants communautaires (EC).

- Le groupe des parents d'élèves. Ici, nous avons à faire aux parents d'élèves fonctionnaires et aux parents d'élèves non fonctionnaires (artisans, cultivateurs, commerçants et autres).

- Le troisième et dernier groupe est celui des apprenants eux-mêmes. Les élèves concernés sont ceux issus de parents de toutes catégories confondues.

De l'effectif total des enquêtés, le groupe des enseignants représente 33,78%, celui des parents d'élèves 25,33% et celui des apprenants 40,83%

Pendant la période des enquêtes, nous avons pris en compte 121 écoliers sur les 24275 de la circonscription scolaire, 100 enseignants sur les 455 et enfin 75 parents d'élèves.

2- Elaboration des outils d'investigation et difficultés rencontrées

Nous nous sommes efforcé autant que faire se peut d'élaborer des questionnaires qui puissent rendre compte fidèlement de notre travail. Les trois questionnaires adressés aux différents groupes sont en annexe au présent document.

▪ *Collecte et traitement des données*

Le traitement des données a consisté à dépouiller manuellement les questionnaires cible par cible à savoir la cible des enseignants toutes catégories confondues, celle des parents d'élèves puis enfin celle des écoliers. Les résultats obtenus ont été comptabilisés. Ce qui nous a permis d'élaborer des tableaux statistiques grâce au logiciel informatique Excel en vue d'illustrer les résultats de nos recherches. Après cette étape, nous avons procédé à l'analyse des réponses aux questionnaires. Enfin, nous avons confronté les réponses par cible.

- Difficultés rencontrées

Ce travail n'est pas réalisé sans difficultés. En effet, les recherches bibliographiques ne nous ont pas permis de trouver des ouvrages spécifiques à notre thème de mémoire. Mais, elles nous ont fourni cependant assez d'éléments d'inspiration.

Pour ce qui concerne les enquêtes d'ordre informel, quelques parents d'élèves ne sont pas montrés favorables pour nous produire des informations entrant dans le domaine de leur vie privée.

Mais d'une manière générale, au niveau de tous les groupes, très peu de gens se sont montrés indisponibles et ont gardé sur eux les questionnaires d'enquête, malgré toutes les démarches que nous avons menées à leur endroit pour les retirer.

Autres difficultés qui méritent d'être mentionnées sont celles relatives à la traduction des questionnaires puis à la transcription des réponses de certains enquêtés.

En effet, dans l'administration et la collecte des réponses aux questionnaires, nous avons été amené nous - même à traduire certains points des questionnaires aux apprenants et aux parents illettrés en vue de les mettre dans le bain du sujet. Nous les avons également aidés à

transcrire les réponses aux questions. Tout ceci nous a énormément pris du temps.

Nonobstant ces difficultés, le travail qui a été réalisé permettra d'une manière ou d'une autre aux autorités politico administratives à divers niveaux, aux parents d'élèves des zones rurales, aux enseignants et surtout aux ONG intervenant dans le système éducatif, de connaître les problèmes saillants auxquels sont confrontés les écoliers de la Commune de Klouékanmè après la mise en œuvre de la mesure de gratuité de l'enseignement maternel et primaire et d'y consacrer désormais une attention toute particulière.

DEUXIEME PARTIE:

Présentation des résultats suivie d'analyses

CHAPITRE I : Les différentes raisons liées à la décision conduisant à la gratuité de l'enseignement maternel et primaire

1- Causes économiques et sociales

1-1 : causes économiques

Les raisons économiques ne permettent guère aux parents d'inscrire leurs enfants à l'école.

Pour ceux qui ont pu en inscrire, ils sont parfois incapables de s'acquitter à bonne date des différents frais relatifs aux dossiers du Certificat d'Etudes Primaires (CEP) pour ce qui concerne les écoliers du Cours Moyen Deuxième année (CM2).

Les différents frais de dossiers retenus par le collectif des Directeurs d'école en collaboration avec l'administration de la circonscription scolaire de Klouékanmè sont fixés à trois mille deux cent francs (3200 F) par candidat. Les frais sont répartis de la manière suivante : cinq cent francs (500 F) pour frais d'inscription à payer dans une recette perception, deux cent francs (200 F) pour frais de relevé de notes à payer à la DDEMP, six cent francs (600 F) pour frais d'examens blancs (à raison de deux cent francs (200 F) par essai blanc) à payer au secrétariat de la CS, mille francs (1000 F) pour frais de prise de photo d'identité et neuf cent francs (900F) pour l'impression de la carte d'identité scolaire.

Pire, il y a des parents d'élèves qui n'arrivent pas à produire l'acte de naissance ou le Jugement Supplétif de leurs enfants candidats tout simplement parce qu'ils n'ont pas d'argent pour demander aux structures compétentes de le leur en établir. Ce qui fait que de nos jours, des candidats vont au CEP sans fournir dans leurs dossiers cette précieuse pièce qu'est l'acte de naissance ou le Jugement Supplétif. Des parents

éprouvent d'énormes difficultés à acheter à leurs enfants des fournitures scolaires.

Nul n'ignore l'importance des fournitures scolaires dans la vie d'un apprenant à l'école. Ce manque criard du minimum vital de la part de bon nombre de parents, oblige ceux-ci à garder leurs enfants à la maison au lieu de les inscrire à l'école. C'est le lieu de rappeler que la «bonne nourriture» dans la plupart des ménages de ces parents est essentiellement la farine de manioc.

La majorité de ces enfants issus de familles démunies arrive à l'école sans l'argent de petit déjeuner. Dans le meilleur des cas, ils viennent avec au plus vingt cinq francs (25 F). On se demande ce que ces enfants pourront réellement manger à l'école et y rester jusqu'à midi puis revenir encore l'après-midi quand on sait qu'ils ne mangent pas "bien" à la maison. Nombreux sont les instituteurs et institutrices qui se plaignent des conditions de vie de ces enfants dont ils ont la charge à l'école. Ils les observent et les côtoient presque tous les jours.

Au nombre des enfants confrontés aux difficultés, nous avons ceux dont les parents sont décédés et qui vivent désormais avec leurs tuteurs. Il y a aussi des enfants qui, bien qu'ayant leurs parents vivants, vivent comme des orphelins.

Un autre phénomène qui aggrave la vie économique des parents et les empêche d'inscrire leurs enfants à l'école est celui de la polygamie.

La polygamie est un phénomène très fréquent en pays Adja compte tenu de l'idée qu'on en fait. Ici, l'enfant est considéré comme une richesse et un bras valide qui aide les parents dans les travaux champêtres. Avoir donc une descendance nombreuse est source de prestige et de fierté. Les femmes et les enfants sont les victimes d'une telle situation créée et

entretenu par le père de famille. Ils n'arrivent pas à subvenir aux besoins fondamentaux de ces derniers.

La pauvreté dans laquelle vit la majorité des parents d'élèves dans la commune de Klouékanmè et qui les empêche d'inscrire massivement les enfants à l'école, les oblige à les placer auprès des gens dits "nantis" pour exploitation. Ce sont ces enfants qu'on appelle communément les "enfants placés" ou "vidomègon". Ils mènent auprès de leurs employeurs des activités pour les quelles leurs parents perçoivent une modique somme.

Ces enfants de Klouékanmè peuplent certaines grandes villes du Bénin comme Parakou, Bohicon, Glazoué, Kilibo, Cotonou pour ne citer que celles-là. Là-bas, ils sont utilisés comme domestiques ou "vendeurs dans les boutiques". Ils sont aussi envoyés dans certains pays de l'Afrique. Nous pouvons citer entre autres pays le Nigéria, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Togo. Ils sont exploités dans les plantations de Cacao, d'Okoumé, dans les champs de tomate, de manioc, d'igname, de maïs et dans le concassage de pierres. Une telle situation amène les parents à se désengager totalement des charges liées à l'inscription de leurs progénitures à l'école.

Il convient de souligner que les difficultés d'accès au crédit augmente davantage la misère des populations des zones rurales notamment celles de la commune de Klouékanmè.

Un autre phénomène pas des moindres qui conduit les parents d'élèves à observer une certaine résistance face à l'inscription de leurs enfants à l'école est le nombre sans cesse croissant des diplômés sans emploi. En effet, le gel du recrutement organisé au Bénin de 1986 à 1996 soit dix ans (10) environ a fait accroître considérablement le nombre des chômeurs dans le pays.

Cette situation déplorable à découragé certains parents de bonne volonté de la commune à se réserver d'inscrire leurs enfants à l'école. A

ce phénomène s'ajoute un autre non moins important ; selon certains parents d'élèves, de véritables illettrés du milieu se sont distingués de façon très remarquable par leurs fortunes. Pour ces parents, on n'a pas besoin d'aller à l'école avant d'immortaliser son nom. Ils citent en exemple le cas du riche GBECHE Kangui, Président Directeur Général de la Société SOCOMIMPEX à Klouékanmè, de ZOLA Kouessi Vincent Opérateur économique à Dogbo, de FANTODJI Kélé Raphaël PDG de l'ex société FAKERA à Azové.

Quant aux causes sociales, que constituent-elles ?

1-2 : Causes sociales

Dans la commune de Klouékanmè, les parents d'élèves sont pour la plupart des cultivateurs aux revenus très faibles. Ils occupent la couche la plus démunie, la plus défavorisée bref la plus vulnérable. En effet, les terres cultivables dont ils disposent ne sont plus fertiles et ne produisent plus suffisamment tout simplement parce qu'elles ont été exploitées pendant des décennies. Il s'agit des parcelles très émiettées en raison du droit de propriétés individuelles légalement reconnues qui pèsent lourdement sur la terre de façon générale et en particulier dans le département du couffo. La part qui revient à chaque membre ne suffit guère au besoin de la cellule familiale (le père, la / les femme (s) et les enfants).

Si les paysans avaient la possibilité il y a quelques années de renouveler la fertilité de ces terres par l'usage des engrais chimiques, aujourd'hui, avec l'abandon de la filière coton, l'accès aux intrants agricoles à crédit leur est devenu presque impossible. Outre cela, les outils de travail qui demeurent encore la houe, le coupe-coupe et la hache sont rudimentaires. Ce phénomène qui vient compliquer davantage la survie

des parents, contraint certains à se déplacer même à l'intérieur de la commune. C'est le cas des parents qui se déplacent vers Lanta, Ahogbèya, Sawamè, Tokanmè, Dékandji. D'autres vont vers Djidja, Tchêti, Agouna, Davougon dans le département du Zou, d'autres encore choisissent le Togo et le Nigéria. Là-bas, certains deviennent malgré eux des ouvriers agricoles et se mettent sous la tutelle d'autres propriétaires terriens autochtones. Ils vivent une situation précaire. Ils n'ont pas de champs personnels pour subvenir aux besoins alimentaires de leurs familles. De même, l'argent qu'ils perçoivent à travers cette activité ne leur permet pas de répondre aux besoins de leurs enfants restés au village, donc de les inscrire à l'école. Cette même situation est vécue par certains parents qui sont restés au bercaïl et qui ne se sont pas déplacés en quête de terres ou de mieux - être social. Il est important de souligner que des parents migrés ou non s'adonnent souvent au métayage (système de louage agricole selon lequel l'exploitant partage les récoltes avec le propriétaire.) .c'est un phénomène très pratiqué dans la commune. L'indisponibilité des terres arables et les conditions difficiles d'accès à ces dernières sont les causes qui plongent davantage les couches paysannes de la commune de Klouékanmè dans la misère ; laquelle misère les empêche de ce fait d'inscrire leurs enfants à l'école. Toutes ces difficultés conduisent à un manque criard de soutien et de suivi des enfants par les géniteurs.

Dans la commune de Klouékanmè, le niveau de vie des populations est faible. La taille de la famille est grande et le minimum vital fait cruellement défaut.

Les besoins énormes des différents membres sont étouffés par un profond silence de la part du chef de famille, ce qui contraint chaque membre à la résignation. En conséquence, les enfants sont abandonnés à eux-mêmes et le souci de les inscrire à l'école ne préoccupe guère les

parents. Face à une telle situation, l'inscription des enfants à l'école est reléguée au second rang. Les parents sont impuissants face aux problèmes d'inscription de leurs progénitures malgré l'amour qu'ils ont pour ces derniers.

Aussi ajoutons le cas de quelques cadres de la commune qui devraient motiver les parents mais qui malheureusement fuient le village pour, soit disant, éviter les mauvais sorts. Ces différentes situations viennent renforcer la prise de position de certains parents d'élèves selon laquelle l'école ne garantit plus d'emploi aux enfants donc elle n'est plus prometteuse pour ces derniers.

Au regard de tout ce qui précède, nous convenons que la mort d'un ou des deux parents constitue un obstacle à la scolarisation massive des enfants.

Par souci de clarté et de concision, voici consignées dans le tableau ci-après l'essentiel des causes économiques et sociales.

Tableau N°1 : synthèse des causes économiques et sociales.

| Causes économiques | Causes sociales |
|--|--|
| <p>* Pour les raisons d'ordre économique certains parents sont incapables de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire face aux dépenses relatives aux frais de dossiers de leurs enfants candidats au CEP et à d'autres besoins fondamentaux. | <ul style="list-style-type: none"> - Parents issus des couches sociales les plus démunies, les plus défavorisées. - Manque de terres cultivables. - Appauvrissement de terres arables existantes. |

| | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Etablir l'acte de naissance ou le jugement supplétif à leurs enfants dès la naissance. - Acheter à leurs enfants des fournitures scolaires. - Donner aux enfants l'argent du petit déjeuner. * Autres difficultés économiques des parents à jouer correctement et entièrement leurs rôles de père de famille sont : <ul style="list-style-type: none"> - le décès de certains. - la polygamie une pratique très répandue dans la commune. - la pauvreté - difficultés d'accès au crédit. - le nombre sans cesse croissant de diplômés sans emploi. - l'abondance de richesse de certains parents illettrés | <ul style="list-style-type: none"> - Terres très émiettées. - Difficultés d'accès aux intrants agricoles à crédit. - Outils de travail rudimentaires. - Mouvement des parents à la recherche d'un mieux-être. - La peur de certains cadres à fuir le village à cause des mauvais sorts. - la taille de la famille en dit long. |
|--|--|

2. Causes liées au système éducatif lui-même

Comme causes liées au système éducatif, nous avons le taux d'analphabétisme qui continue d'être sans cesse croissant. L'analphabétisation dérive du néologisme "analphabète", forgé à partir des

deux premières lettres de l'alphabet grec (Alpha et Bêta) il désigne l'ensemble de la lecture, de l'écriture et des opérations numériques d'une langue donnée chez un individu, une population ou un groupe social qui les ignore. Progressivement, la notion d'alphabétisation a dépassé le seul apprentissage des savoirs de base tels qu'ils sont dispensés aux enfants à l'école primaire ou aux adultes n'ayant jamais été scolarisés, dans le cadre de programmes spécifiques. L'évolution de la notion tient compte des exigences croissantes de la société contemporaine dans laquelle un individu ou un groupe d'individus ne peut s'insérer de manière satisfaisante s'il se trouve dans l'incapacité de traiter l'information écrite. Au regard de ce qui précède , nous voyons que le concept d'alphabétisation apparait comme un cycle d'apprentissage continu conduisant l'analphabète à l'acquisition de la lecture, de l'écriture, du calcul, de l'expression orale et écrite, de la compréhension etc....La définition du concept d'alphabétisation nous a permis d'aborder le concept de développement humain de manière implicite. Cela nous amène à dire que la notion d'alphabétisation fait appel au développement de l'homme dans toutes ses dimensions. Au-delà de tout, une nation qui veut maintenir ses langues vivantes, doit veiller à ce qu'elles soient enseignées à l'école. Elle se chargera de les conserver et de les promouvoir. De ce point de vue, il est incontestable que la souveraineté politique passe d'abord par la souveraineté linguistique. Aussi ajoutons-nous que l'enfant scolarisé, ayant la capacité d'écrire dans la langue maternelle devient un agent incontournable de développement économique. Il est le trait d'union entre l'école et son milieu dans la transmission des savoir-faire. A l'âge adulte, il participe plus activement à la promotion économique dans l'application des technologies de transformation, de conservation, de fabrication et de commercialisation des produits de son milieu de vie.

Un autre point positif de l'alphabétisation que nous ne saurions passer sous silence est que son enseignement développe chez les

apprenants l'esprit de créativité. C'est conscient de ce rôle capital que joue l'alphabétisation des citoyens à travers le développement de la nation que l'option de la République du Bénin pour une alphabétisation de masse dans les langues nationales comme moyen de promotion de la culture populaire et comme facteur de développement remonte à 1972. Ce choix a été diversement réaffirmé, notamment dans la constitution du 11 Décembre 1990. L'éducation pour tous dès lors est considérée comme un droit et devrait contribuer vraiment au développement durable de la nation.

Force est de constater aujourd'hui que depuis 1972, le taux d'analphabétisme des personnes âgées de 15ans et plus, reste et demeure élevé avec de fortes disparités hommes–femmes. Ceci se constate d'une région à une autre. La commune de Klouékanmè n'échappe guère à cette situation. Le gouvernement du Bénin qui a compris finalement que les citoyens dans leur majorité n'arrive pas à accéder à cette éducation informelle faute de n'avoir pas pu faire asseoir de façon concrète et définitive ce sous – secteur de l'alphabétisation, a été obligé de décréter la gratuité de l'enseignement maternel et primaire. Cette décision va permettre aux populations de Klouékanmè en particulier et celles du Bénin en général, de réduire de façon considérable le taux d'analphabétisme. Une fois ce cap passé, les populations bénéficiaires auront l'occasion de s'insérer dans l'appareil national de production et de participer à la croissance économique du Pays. La population active qui a pu accéder à cette éducation a toutes les chances d'avoir l'accès à l'information juste et de prendre part effectivement au processus de prise de décision économique et politique dans le cadre de la bonne gouvernance. La délivrance de la population de l'analphabétisme est aussi le gage d'une réduction notable de la pauvreté et d'un développement humain durable et accéléré.

Au regard de tout ce qui précède, la décision de rendre gratuit l'enseignement maternel et primaire est un acte de grande portée à encourager par tous.

Hormis les causes économiques et sociales qui fondent la gratuité de l'enseignement maternel et primaire, figurent les causes politiques.

3. Causes politiques

Nous avons dit plus haut que les causes économiques et sociales étaient les plus fondamentales. Nous avons aussi fait référence à l'article 13 de la constitution du 11 Décembre 1990 qui pose le principe de l'obligation de l'éducation pour tous et la gratuité de l'accès à l'enseignement maternel et primaire. Dans toutes les nations du monde aujourd'hui, tout le monde ou du moins tous les décideurs s'accordent à reconnaître que l'éducation est le fondement du développement. Nous en avons pour preuve qu'elle est basée sur l'homme, le capital humain et qu'elle a ses tentacules dans les autres secteurs.

Le gouvernement du Général Mathieu KEREKOU avait tenté d'appliquer cet article 13 de la constitution. C'est la raison pour laquelle l'arrêté ministériel n°001 / MEPS / CAB / DC / SGM / DEP / SP du 13 / 01 / 2004 portant réglementation du redoublement au cours d'initiation à l'enseignement primaire en République du Bénin a été pris. Il stipule en son article premier que « Dans l'enseignement primaire en République du Bénin, les redoublements ne sont pas autorisés pour les cours d'initiation (CI) ». Cet arrêté montre bien la volonté du gouvernement d'alors à encourager la scolarisation des enfants. Cet arrêté n'a pas tellement motivé les parents comme on l'avait espéré. L'actuel gouvernement a vite compris qu'il faut qu'il aille au-delà de tout ce qui avait été fait comme effort dans ce domaine. Ainsi, tout en se conformant au respect de la constitution

a déclaré le 13 Octobre 2006 en conseil des Ministres, la gratuité de l'accès à l'enseignement maternel et primaire. Cette déclaration basée sur la volonté politique est une mesure incitatoire à l'éducation pour tous. Elle vise non seulement le bonheur des populations mais aussi et surtout le développement de la nation tout entière. La mesure consiste en outre à alléger aux parents d'élèves les frais de scolarisation notamment les parents les plus pauvres, les plus démunis. Elle consiste également à la suppression des frais d'inscription. Avant la mesure de gratuité, les parents d'élèves étaient astreints à payer des frais d'inscription qui variaient d'une école à une autre voire d'une commune à une autre. Ces frais d'inscription étaient essentiellement payés pour les apprenants du cours d'initiation (CI) et ceux qui sont admis dans l'école suite à un transfert. Ces différents frais (frais de scolarisation et frais d'inscription) ont été remplacés désormais par une subvention. L'Etat octroie aux écoles maternelles et primaires publiques une subvention pour leur fonctionnement. Ladite subvention varie d'une école à une autre. En termes clairs, elle varie en fonction du nombre de classes que compte l'école. Ainsi pour une école à six classes, l'Etat envoie un montant de neuf cent mille francs ; pour cinq classes, il envoie sept cent cinquante mille francs ; pour quatre classes, l'école reçoit six cent mille francs ; pour trois classes, l'école prend quatre cent cinquante mille francs, pour une école à deux classes, elle reçoit une somme de trois cent mille francs et enfin pour une école à une classe, elle bénéficie d'un montant de cent cinquante mille francs. Cette disposition financière qui vient soulager les souffrances des populations de la commune de Klouékanmè a entraîné un accroissement considérable des effectifs dans les salles de classe. L'effectif des écoliers de la commune était de 19555 en 2005. Aujourd'hui en 2011, il est de 24275 soit un taux d'accroissement de 19,44%.

Une autre raison ayant conduit le gouvernement à une telle prise de décision est l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement

(O.M.D). En principe, jusqu'en 2015, tous les enfants devraient être scolarisés, réduisant ainsi le taux d'analphabétisme encore élevé dans les campagnes de notre pays notamment à Klouékanmè.

Aussi devons-nous ajouter que la décision du gouvernement vient corriger l'inégalité des chances d'accès à l'instruction. La démocratisation de l'enseignement maternel et primaire devrait permettre à tous les enfants en âge scolarisable d'être à l'école quels que soient leurs sexes, leurs zones d'habitation et leurs conditions physiques. En termes clairs, tous les enfants remplissant les conditions d'âge devraient aller à l'école sans distinction de sexe. Auparavant, l'expérience a montré que le taux de scolarisation des garçons était nettement supérieur à celui des filles dans la commune de Klouékanmè. De la même manière, nous avons fait un constat selon lequel le taux de scolarisation des enfants en milieu urbain est plus élevé que celui des enfants en milieu rural. La raison est toute simple. La zone rurale regorge de parents issus de couches défavorisées. La même chose se fait remarquer au niveau des enfants provenant des familles riches et des familles pauvres. De nos jours, la décision de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire encourage non seulement les parents de toutes conditions à inscrire leurs enfants à l'école mais permet aussi à certains de scolariser leurs enfants handicapés. Que conclure de tout ceci ?

Nous retenons qu'au plan politique, que la mesure de gratuité vient soulager les peines des parents en général et ceux des zones rurales en particulier comme ceux de Klouékanmè.

Au total, le tableau ci-après montre clairement les pourcentages des enquêtés par rapport aux différentes causes. C'est ainsi que 49,66%, 37,83%, 9,45% et 3,04% de ces derniers pensent respectivement qu'il s'agit des causes économiques, sociales, politiques et celles liées au système.

Tableau n°2 pourcentage du nombre des enquêtés par rapport aux différentes causes

| Acteurs | causes | | | Effectifs | |
|------------------|-----------------|----------|----------------|---------------------|------|
| | Economique s | Sociales | Politique s | Liées au système | |
| Enseignants | 33 | 35 | 25 | 7 | 100 |
| Parents d'élèves | 41 | 29 | 3 | 2 | 75 |
| Elèves | 73 | 48 | 0 | 0 | 121 |
| Taux | 49,66 | 37,83 | 9,45 | 3,04 | 100% |

Source : réponses issues des questionnaires d'enquête.

Par rapport à ce tableau N°2, 33 enseignants, 41 parents d'élèves et 73 apprenants ont retenu les causes économiques comme celles ayant conduit le gouvernement à décréter la gratuité de l'enseignement maternel et primaire soit un taux de 49,66%, 112 acteurs ont retenu les causes sociales soit un taux de 37,83% , alors que 28 personnes seulement soit un taux de 9,45% ont mis l'accent sur les causes politiques contre 9 autres soit un taux 3,04% pour les causes liées au système

La décision de gratuité a été accueillie de différentes manières par les différents usagers de l'école que sont les parents d'élèves, les enseignants et les apprenants eux-mêmes.

CHAPITRE II : Manifestations enregistrées auprès des bénéficiaires.

1. Avis des parents d'élèves sur la mesure de la gratuité

1.1 Importance de l'instruction

D'après les enquêtes menées auprès de nos différentes cibles il ressort que : les populations de la commune de klouékanmè ont accueilli avec joie et grande satisfaction la mesure de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire prise par le gouvernement en faveur de leurs enfants. Cette décision est salvatrice non seulement pour les populations de klouékanmè mais aussi pour toute la population béninoise en général ont-elles reconnu. Au sein de la population de klouékanmè, les parents qui jusque-là, ignoraient l'importance de l'instruction dans la vie d'un être humain, ont commencé par prendre conscience après avoir été sensibilisé par leurs pairs. C'est alors que la nécessité d'inscrire les enfants à l'école est devenue chose acquise. Plus loin, les parents, suite aux nombreux échanges quotidiens entre eux, ont pu prendre connaissance des nombreux avantages liés à l'instruction. En effet, entre autres avantages, ils ont eu à énumérer la lutte contre l'ignorance, la lutte contre la pauvreté, la réduction du taux d'analphabétisme. Ils savent désormais que l'instruction prépare les enfants à devenir adultes de demain, à créer d'emplois, à se prendre en charge puis à contribuer efficacement au développement de leur pays. Certains parents au cours des échanges, n'ont pas manqué de souligner les difficultés qu'ils rencontraient à inscrire leurs enfants à l'école. Il s'agit notamment de la pauvreté sous toutes ses formes, de l'ignorance du bien fondé de l'instruction, de l'analphabétisme sans cesse grandissant dans lequel ils vivent constamment et enfin le phénomène de la polygamie très développé dans la commune. Parents à

revenu insignifiant pour la plupart, ils ne sont pas en mesure à faire face aux multiples problèmes de la famille. C'est la raison pour laquelle, l'inscription, l'entretien et le suivi de leurs enfants continuent de leur poser de problèmes. Vu le poids de cette polygamie, c'est rarement que certains parents parviennent à inscrire deux de leurs enfants à l'école. Ce qui fait que l'entretien et le suivi tant parlés et souhaités font défaut et les enfants ne finissent même pas le cycle primaire avant de raccrocher. De telles situations ne sont pas de nature à favoriser la réussite des enfants et l'émergence tant prônée. Le tableau n° 3 que voici donne le point de vue des parents d'élèves face aux avantages de la gratuité.

Tableau n° 3: Point de vue des parents d'élèves face aux avantages de la gratuité.

| Indicateurs | Oui | | Non | |
|---|-----------|-----|-----------|-----|
| | Effectifs | % | Effectifs | % |
| scolarisation massive des enfants | 27 | | 8 | |
| Réduction du taux d'analphabétisme | 2 | | 0 | |
| Mobilisation des ressources humaines | 1 | | 0 | |
| Création d'écoles | 17 | | 4 | |
| Construction de salles de classe | 10 | | 0 | |
| Recrutement d'enseignants et Recensement d'enseignants communautaires | 06 | | 0 | |
| Total | 63 | 84% | 12 | 16% |

Source : réponses issues des questionnaires d'enquête

Dans ce tableau, 27 parents ont trouvé avantageuse la gratuité quant à la scolarisation massive des enfants à l'école, 17 ont affirmé que la mesure a permis la création d'autres écoles. Pour dix parents, elle a favorisé la construction des salles de classe, pour six autres parents, elle a conduit au recrutement du personnel enseignant. Deux parents seulement ont affirmé que la décision va aboutir à la réduction du taux d'analphabétisme. Enfin un seul parent a opté pour la mobilisation des ressources humaines.

Au total, sur les 75 parents, 63 ont retenu comme avantages les indicateurs dudit tableau soit un taux de 84%

1.2 Inquiétude des parents

Si les parents d'élèves de la commune de klouékanmè reconnaissent l'importance de la mesure de gratuité qui ,dans son ensemble consiste à leur alléger les difficultés dans la scolarisation du cycle primaire de leurs enfants, ils reconnaissent tout de même un inconvénient au phénomène. En effet, les charges des parents à l'école primaire sont moins nombreuses que celles de l'enseignement secondaire. Les charges allégées aux parents sont celles concernant le cycle primaire. Alors, les parents se demandent le sort qui est réservé à leurs enfants une fois qu'ils franchissent le cap du Certificat d'Etudes Primaires (CEP) pour atteindre le secondaire qui ne bénéficie pas encore des mêmes mesures que le primaire. Les parents d'élèves dans leurs analyses, pensent que les enfants issus des couches défavorisées n'auront pas accès à l'enseignement secondaire après le cycle primaire puisqu'ils n'ont pas de moyens pour accompagner ces derniers dans leur volonté d'aller plus loin dans les études.

Le tableau suivant indique le point de vue des parents d'élèves par rapport aux méfaits de la gratuité.

Tableau n° 4: point de vue des parents d'élèves par rapport aux méfaits de la gratuité.

| Indicateurs | Oui | | Non | |
|---|-----------|-----|-----------|-----|
| | Effectifs | % | Effectifs | % |
| Manque de personnel qualifié | 8 | | 7 | |
| Manque d'infrastructures | 23 | | 8 | |
| Difficulté face à la gestion de la pléthore des effectifs | 0 | | 0 | |
| Mauvais rendement des apprenants | 26 | | 3 | |
| Manque de documents de travail et de matériels pédagogiques. | 0 | | 0 | |
| Recrutement d'enseignants et Recensement d'enseignants communautaires | 0 | | 0 | |
| Total | 57 | 76% | 18 | 18% |

Source : réponses issues des questionnaires d'enquête

En effet, dans ce tableau, 57 parents enquêtés pensent que les indicateurs dudit tableau constituent les méfaits pour la gratuité contre 18 parents qui ont pensé le contraire. Les parents de la commune de klouékanmè ne sont pas les seuls à donner leurs avis sur la mesure de gratuité. Les enseignants eux aussi ont eu à livrer leurs impressions.

2. Opinion des enseignants face à la gratuité de l'école primaire

Les résultats des enquêtes ont révélé la double vision des enseignants quant à ce qui concerne la gratuité prônée par le gouvernement. En effet, les enseignants de klouékanmè toutes catégories confondues ont eu à donner leur opinion sur la question de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire. Ils ont cité les mobiles qui ont poussé finalement le gouvernement à décréter cette gratuité. Entre autres mobiles, nous pouvons retenir les raisons économiques et sociales, les raisons politiques et celles liées aux pesanteurs sociologiques.

2.1. Point positif de la gratuité

Les enseignants de klouékanmè, qu'ils soient Agents permanents de l'Etat (APE) ou Agents contractuels de l'Etat (ACE) ou communautaires ont, tout comme les parents, accueilli favorablement le phénomène de la gratuité. En leur qualité d'instituteurs, ils trouvent opportune la mesure dont ils sont bénéficiaires en tant que parents d'élèves. Ils jugent salubre cette décision car elle comporte assez d'avantages. Selon eux, la gratuité va permettre aux citoyens des zones rurales comme ceux de klouékanmè d'accroître le taux de scolarisation des enfants et par ricochet réduire celui de l'analphabétisme les décennies à venir. Les parents sont désormais exemptés de certaines dépenses notamment les frais d'écolage et les souscriptions spéciales. De ce fait, ils ne feront plus usage de leurs faibles moyens de subsistance dans le domaine scolaire en ce qui concerne le cycle primaire. Quant aux enfants eux-mêmes, ils sortiront de l'analphabétisme afin de pouvoir s'affirmer dans leur milieu de vie bref dans la société. L'Etat quant à lui, aura à sa disposition des ressources humaines de relève. L'école accueillera un nombre raisonnable d'apprenants, acteurs principaux de sa suivie. Les enseignants ont exprimé

leur point de vue sur les avantages de la gratuité à travers le tableau n°5 ci-après

Tableau n°5 : Point de vue des enseignants par rapport aux avantages de la gratuité.

| Indicateurs | Oui | | Non | |
|---|-----------|-----|-----------|-----|
| | Effectifs | % | Effectifs | % |
| scolarisation massive des enfants | 10 | | 3 | |
| Réduction du taux d'analphabétisme | 7 | | 17 | |
| Mobilisation des ressources humaines | 05 | | 0 | |
| Création d'écoles | 15 | | 5 | |
| Construction de salles de classe | 10 | | 3 | |
| Recrutement d'enseignants et Recensement d'enseignants communautaires | 18 | | 7 | |
| Total | 65 | 65% | 35 | 35% |

Source : réponses issues des questionnaires d'enquête

Au total 65 enseignants sur les 100 enquêtés ont trouvé avantageux les indicateurs contenus dans le tableau

Les enseignants, acteurs non négligeables du système n'ont pas hésité un seul instant à dénoncer certains méfaits de cette même mesure de gratuité.

2.2. Inconvénients de la mesure selon les enseignants

Les enseignants qui à l'annonce de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire avaient témoigné de leur gratitude à l'endroit du gouvernement ont commencé par manifester au fil des ans, leur déception. Cette déception est relative aux difficultés que les uns et les autres éprouvent dans leurs tâches quotidiennes. En termes clairs, la situation devient de plus en plus difficile à gérer à cause de l'effectif pléthorique observé dans les salles de classe. Désormais, nous assistons à une insuffisance criarde de matériel de travail puis à une menace permanente de la santé de l'écolier qui ne vit pas dans des conditions descentes de travail à l'école. Bien que la gratuité soit une mesure appréciable d'aide dans la formation de l'enfant, elle ne le met pas à l'abri des autres pesanteurs. Ainsi, se posent le problème d'achat de fournitures scolaires, le problème de bonne alimentation et d'hygiène de l'enfant à la maison. De plus, l'enfant ne vit pas toujours dans un climat de confiance dont devraient l'entourer ses géniteurs et son maître à l'école. Dans cette optique, on devra commencer ou poursuivre la sensibilisation des parents voire certains enseignants sur le rapport qui devrait exister entre ceux-ci et l'enfant écolier afin de corriger le manque de climat de confiance. Aussi, l'Etat devra-t-il mettre les bouchées doubles en fournissant des fournitures indispensables à l'apprenant et créer d'autres conditions pouvant aider les parents démunis à subvenir aux besoins alimentaires et hygiéniques de leurs enfants à la maison. Enfin, l'Etat devra lui aussi ressourcer les enseignants dans les sciences de l'éducation afin de mieux les aguerrir à installer un climat de confiance tant individuel que collectif à l'école. Il définira une politique pouvant l'aider à pérenniser cette mesure de gratuité. Les enseignants, plus loin, ont préconisé que l'Etat améliore plus leurs

conditions de vie et de travail. Voici consigné dans le tableau 6 l'essentiel de leur point de vue face aux méfaits de la gratuité.

Tableau n°6 : Point de vue des enseignants face aux méfaits de la gratuité.

| Indicateurs | Oui | | Non | |
|---|-----------|-----|-----------|-----|
| | Effectifs | % | Effectifs | % |
| Manque de personnel qualifié | 17 | | 2 | |
| Manque d'infrastructures | 18 | | 3 | |
| Difficulté face à la gestion de la pléthore des effectifs | 30 | | 0 | |
| Mauvais rendement des apprenants | 6 | | 7 | |
| Manque de documents de travail et de matériels pédagogiques. | 17 | | 0 | |
| Recrutement d'enseignants et Recensement d'enseignants communautaires | 0 | | 0 | |
| Total | 88 | 88% | 12 | 12% |

Source : réponses issues des questionnaires d'enquête

Lorsqu'on jette un coup d'œil sur le tableau, on s'aperçoit que 88 enseignants ont trouvé que certains indicateurs du tableau méritent d'être améliorés.

Après l'appréciation faite par les enseignants, nous nous sommes rapproché des apprenants qui à leur tour ont eu à donner leur point de vue

3. Point de vue des apprenants

3.1. Conditions de vie des enfants

Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années dit-on souvent. Nous avons rencontré des enfants qui nous ont réservé une surprise. Il s'agit des enfants qui nous ont étonné et émerveillé par leurs comportements et leurs réactions face à notre questionnaire. Ils ont été honnêtes, crédibles et très sérieux envers nous. Ils ont développé un franc-parler sans précédent. Des enfants très enthousiasmés qui ont accepté se prêter à nos questions sans réserve aucune. En termes clairs, ils nous ont dit des vérités qui touchent profondément certains aspects de leurs familles sans la moindre honte ni la moindre peur et que leurs propres parents s'étaient réservées de nous révéler. Des enfants, nous en avons rencontré de toutes les conditions sociales. Il s'agit notamment des enfants de fonctionnaires, des enfants de commerçants, des enfants de paysans et des enfants d'hommes de métier. Parmi eux, il y avait ceux qui vivent avec leurs parents, ceux qui ont perdu l'un de leurs parents, ceux qui sont orphelins des deux parents et même des enfants issus de couple ayant divorcé.

3.1.1. Les orphelins de l'un des parents et enfants provenant de couple divorcé

Il s'agit des enfants dont leur maman ou leur papa ne vit plus d'une part et les enfants dont la maman n'est plus avec le père de famille. Il est difficile à cette catégorie d'enfants de vivre tout le temps heureux avec un papa ou une maman d'autrui car il s'agit d'une nouvelle vie dans laquelle ils

se trouvent désormais plongés. Dans ce nouveau ménage, ils perdent certains droits dont ils devraient bénéficier s'ils étaient avec leurs propres parents. Dans ces conditions, ils ne sont souvent pas traités de la même façon que les enfants de leurs tuteurs. Pour certains enfants, c'est la femme qui constitue leur handicap dans le foyer, pour d'autres, c'est le père. Ceux dont les femmes des tuteurs font le petit commerce (vente de divers, de produits de beauté ou encore préparation de nourritures) sont obligés les jours de repos d'aller vendre de maison en maison, de quartier en quartier et ceci à longueur de journée. Des enfants, lorsqu'ils quittent la maison pour cette vente, certains nous ont laissé entendre que c'est à leur retour qu'on leur donne à manger. Si non pendant tout le temps qu'a duré la vente, ils se débrouillent. Cette situation les amène souvent à quémander auprès de certaines personnes bienfaitantes à qui ils confient leurs conditions de vie. Ils se reposent des fois auprès d'elles, sistent un peu, délayent de la farine avant de reprendre leur marche. S'il arrive que les enfants ne parviennent pas à tout vendre s'agissant de la nourriture, ils ont des problèmes à régler avec leur tutrice : soit ils sont châtiés, soit le dîner est supprimé et dans le meilleur des cas, il est donné mais insignifiant. Lorsqu'ils perdent de l'argent au cours de la vente, ils s'exposent aux mêmes sanctions. Dès lors, lorsque certains par malheur perdent de l'argent, tout malheureux, ils s'adressent à tout venant et les personnes de bonne volonté qui ont pitié d'eux, les écoutent et leur viennent en aide. D'autres enfants au lieu de manger à la maison avant de prendre la route sont autorisés à prendre 25 F ou 50 F et ceci d'une tutrice à une autre dans leur recette pour acheter à manger. Mais toujours est-il qu'ils n'ont pas le droit de commettre l'erreur de perdre de l'argent. A la maison, ce sont les mêmes enfants qui font tous les travaux domestiques. Ils se couchent tard et se réveillent avant les autres pour disent-ils démarrer la journée par le balayage de la maison. Ils ne mangent pas à la maison avec satiété comme les enfants de leurs tuteurs. C'est encore eux

que les tueurs dépêchent pour aller acheter de nourriture à leurs enfants. Les enfants issus de couple ayant connu le divorce subissent particulièrement des injures de toutes sortes en rapport avec départ du foyer conjugal de leur mère. En de pareilles occasions, il ne reste que les pleurs pour les enfants. Il est important de signaler que les enfants vendent aussi les jours ouvrables à la sortie des classes à 17 heures. La plupart des enfants de cette catégorie ne reçoivent pas souvent de l'argent du petit déjeuner avant de se rendre à l'école. C'est ainsi qu'ils se livrent à l'école à la mendicité surtout ceux qui sont éhontés. Une fois en passant, l'instituteur généreux qui connaît la situation de certains apprenants de sa classe, n'hésite pas à leur venir en aide. Ce groupe d'enfants n'est pas le seul que nous avons côtoyé. Il y a aussi le groupe des orphelins des deux parents.

3.1.2. Les orphelins des deux parents

Cette catégorie d'enfants communément appelés "enfants placés" ne vivent pas avec leurs parents mais plutôt avec des tuteurs. Ces derniers remplacent les vrais parents décédés. A partir de ce moment, ils sont appelés à assurer l'instruction et l'éducation des orphelins dont ils ont la charge. En réalité, leur devoir devrait consister à assurer à ces enfants une éducation digne du nom, une éducation sans faille comme ils s'emploient tous les jours à le faire à leurs progénitures. Mais que constatons-nous ? Une déception, une désolation qui ne dit pas son nom. Les personnes qui accueillent les enfants sont soit leurs tantes, des oncles ou même des gens qui ne sont pas leurs proches c'est-à-dire des personnes qui n'ont aucun lien de parenté avec leurs parents. Ce groupe d'enfants, à l'entendre parler, subit plus de traitements inhumains que les enfants du premier groupe. La raison est toute simple. Ils éduquent des enfants d'autrui qui ne leur seront pas reconnaissants lorsqu'ils seront adultes. De plus, étant

entendu que les géniteurs ne vivent plus, les familles d'accueil ne les craignent plus avant de poser des actes à l'endroit des orphelins. Il y en a parmi les enfants placés qui ne prennent jamais l'argent du petit déjeuner avant d'aller à l'école. C'est alors à la maison que ceux-ci mangent. Et quoi encore ? Dieu seul le sait. Il y a aussi d'autres enfants qui vont à l'insu ou non de leurs tuteurs à la recherche de l'argent de poche en faisant des activités champêtres. Ils s'adonnent également à la vente de yaourt, de sucette, d'eau glacée. S'ils vendent pour une somme de mille deux cent francs, ils reçoivent en contre partie deux cent francs. Difficilement, les tuteurs s'acquittent de leurs obligations en achetant de fournitures aux enfants. Parfois, certains enfants s'arrangent à travers leurs jobs pour compléter eux-mêmes la liste des fournitures que leur donnent leurs tuteurs. La majorité de ces enfants se rend à l'école sans la tenue kaki réglementaire exigée. Pour faire de la lessive à la maison, on met à leur disposition pour la plupart un savon appelé "kohounki". C'est un savon préparé dans le milieu qui, lorsque vous l'utilisez en permanence, vous donne des plaies entre les doigts et ronge votre tenue. Voilà quelques-unes des conditions déplorables dans lesquelles les enfants vivent. Seuls les courageux et les consciencieux parmi eux s'en sortent grandis car ils persévèrent, bravent les difficultés quotidiennes à eux créées par les tuteurs et parviennent à obtenir le CEP et l'entrée en sixième. A présent, voyons la situation des enfants qui vivent avec leurs parents.

3.1.3. Les enfants vivant avec leurs propres parents.

De prime abord, on pense que se sont des enfants qui sont à l'aise c'est-à-dire exemptés de toutes difficultés mais hélas. Les enquêtes ont révélé qu'ils ont des problèmes similaires aux enfants des deux premiers groupes bien qu'ayant leurs parents en vie. Cela veut dire que la situation

n'est guère reluisante à leur niveau. Ils manquent parfois des deux parents l'argent du petit déjeuner pour aller à l'école. Seuls les enfants des fonctionnaires et de commerçants arrivent à l'école avec l'argent de petit déjeuner. Ils prennent pour la plupart un montant compris entre vingt cinq francs et cent francs. Ceci varie d'une classe à une autre et d'un parent à un autre. Ce qui est important de mentionner est que cet argent de petit déjeuner est régulier pour cette catégorie d'enfants. Ils sont aussi les seuls de ce groupe à bénéficier de leurs parents des fournitures scolaires et de la tenue Kaki en temps voulu. Dans l'ensemble, nous avons fait un constat amer au niveau des trois groupes d'enfants, constat selon lequel certains parents n'arrivent pas à payer les frais de dossier d'examen à leurs enfants candidats au CEP. Ceci témoigne du degré de pauvreté dans lequel vivent ces parents. Autre chose qui mérite d'être signalée est l'amour que les parents ici ont pour leurs enfants contrairement aux enfants placés. Pour illustrer cet amour, nous avons pour preuve que les parents ne les châtient pas en cas de refus d'obtempérer. Parfois, lorsqu'il s'avère nécessaire de punir un enfant, les parents font semblant de le faire pour donner l'impression aux enfants placés qu'ils ne sont pas les seuls qu'ils punissent. L'amour se traduit également par l'accès des enfants aux chambres de leurs parents et aux instruments musicaux. Ils briment aussi les enfants placés auprès de leurs parents au vu et au su de ces derniers qui ne leur reprochent rien.

La décision de rendre gratuit l'accès à l'enseignement maternel et primaire public a donné de l'allégresse à nos petits apprenants.

3.2. La joie des enfants

Il a fallu vraiment la venue de la décision du Gouvernement pour que certains parents et tuteurs se décident de scolariser leurs enfants. Ceci n'a

pas laissé les enfants indifférents. En effet, les enfants qui ont répondu à nos questions ont reçu avec amour et grande joie le phénomène de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire. Ils se disent reconnaissants et redevables au chef de l'Etat pour son sens élevé de patriotisme et son attachement à l'éducation pour tous. Ils sont aujourd'hui confiants et certains que leurs parents ne s'arrêteront pas en si bon chemin et que leurs frères qui sont à la maison auront l'occasion d'aller à l'école.

Les enfants ont laissé dans le tableau n°8 ci-après leur point de vue par rapport aux avantages de la gratuité.

Tableau n°8 : point de vue écoliers par rapport aux avantages de la gratuité.

| Indicateurs | Oui | | Non | |
|---|-----------|---------|-----------|--------|
| | Effectifs | % | Effectifs | % |
| scolarisation massive des enfants | 35 | | 0 | |
| Réduction du taux d'analphabétisme | 0 | | 19 | |
| Mobilisation des ressources humaines | 0 | | 10 | |
| Création d'écoles | 27 | | 0 | |
| Construction de salles de classe | 13 | | 0 | |
| Recrutement d'enseignants et Recensement d'enseignants communautaires | 0 | | 17 | |
| Total | 75 | 61,98 % | 46 | 38,01% |

Source : réponses issues du questionnaire d'enquête

Au niveau du tableau, 61, 98 % des apprenants enquêtés ont trouvé avantageuse la gratuité par rapport à certains indicateurs contenus dans ledit tableau contre 38,01%.

Grosso modo, les acteurs enquêtés ont exprimé leur degré de satisfaction par rapport à la gratuité. Voici consignées dans le tableau 7 les différentes informations.

Tableau n°7 : pourcentage du nombre des enquêtés par rapport au degré de satisfaction de la gratuité

| Acteurs | Manifestations | | | Effectifs |
|------------------|----------------|----------------|----------------|-----------|
| | Satisfaits | Peu satisfaits | Non satisfaits | |
| Enseignants | 38 | 27 | 35 | 100 |
| Parents d'élèves | 39 | 24 | 12 | 75 |
| Elèves | 98 | 14 | 09 | 121 |
| Taux | 59,12 | 21,95 | 18,91 | 100% |

Source : réponses issues des questionnaires d'enquête

C'est ainsi que 59,12% des enquêtés sont satisfaits, 21,95% peu satisfaits et 18,91% qui ne sont pas satisfaits.

Mais le phénomène de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire qui vient combler l'attente des populations de Klouékanmè en général et les usagers de l'école en particulier ne manque pas de conséquences.

CHAPITRE III : CONSEQUENCES

La décision de rendre gratuit l'enseignement maternel et primaire est bénéfique à plus d'un en particulier les usagers de l'école. A en croire les enquêtes. Mais en réalité, que tirent-ils concrètement de cette mesure ? En d'autres termes, quels sont les avantages liés à ce phénomène de gratuité ?

1. Les avantages.

1.1. Les bienfaits de la gratuité pour l'Etat lui-même

Dans les pays qualifiés de pays les moins avancés (PMA) ou pays en voie de développement (PVD) ou encore pays pauvres, l'éducation des citoyens est de nos jours en proie à de sérieuses difficultés. Ces difficultés sont essentiellement liées au taux encore très élevé d'analphabétisme. Au Bénin ce taux reste encore dans l'ordre de 70 à 80% avec bien attendu la disparité homme-femme. Dans le souci d'amoinrir les problèmes auxquels sont confrontés chacun des pays concernés, des mesures hardies se prennent par-ci par-là. La République du Bénin quant à elle en prenant la mesure de gratuité de l'enseignement maternel et primaire entend rendre démocratique l'enseignement. En termes clairs, elle veut à tout prix assurer une éducation primaire à tous ses citoyens d'ici l'an deux mille quinze. Une telle disposition lui permettra à coup sûr de réduire de façon remarquable et significative le taux d'analphabétisme d'une part et de combattre la pauvreté d'autre part en vue de créer un bien-être social aux populations. Elle favorise le droit d'accès à l'instruction et à l'éducation sans conditions des enfants. Elle encourage ensuite la scolarisation massive des citoyens pour l'amorce d'un développement durable humain. Un autre avantage pour l'Etat est la mobilisation de ressources humaines de relève en vue de

comblent au fur et à mesure le vide qui se crée lorsque les fonctionnaires partent à la retraite. Enfin, progressivement, le Bénin va se hisser au rang des nations les plus prospères. L'Etat béninois n'est pas le seul et unique bénéficiaire de la mesure de gratuité la communauté l'est également.

1-2 .Les profits issus de la décision de gratuité pour la communauté de klouékanmè.

Les populations pour qui l'Etat se soucie tant des conditions de vie les meilleures, paraissent les plus grosses bénéficiaires. Elles sont en amont et en aval de la décision. La population de la commune de Klouékanmè n'est pas en marge de cet état de chose. Depuis la prise du décret en 2006 jusqu'à nos jours, des écoles ont été créées au profit de la communauté de Klouékanmè pour désengorger les écoles déjà existantes et qui souffrent de la pléthore des effectifs et rapprocher de la même manière les centres de formation des lieux de résidence des écoliers. De plus, des salles de classe ont été construites pour ces mêmes populations en vue de mettre les apprenants dans des conditions les meilleures. Voir le tableau n° 9 ci après.

Tableau n°9 : Infrastructures scolaires réalisées dans la commune de klouékanmè de 2006 à 2010

| N° | Nom des écoles bénéficiaires | Type d'ouvrage | Année de démarrage | Année d'achèvement | Financement |
|----|------------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------|-------------|
| 1 | Tinmahanhoué | 3 classes + bureau-magasin | 2007 | 2009 | PNDCC |
| 2 | Zonou B | 3 classes + bureau-magasin | 2008 | 2010 | PNDCC |
| 3 | Kpévidji | 3 classes + bureau -magasin | 2007 | 2010 | PNDCC |

| | | | | | |
|----|-----------------------|----------------------------|------|------|-----------------|
| 4 | Sawamè- Hossouhoué | 3 classes + bureau-magasin | 2007 | 2008 | PNDCC |
| 5 | Mitohoué | 3 classes + bureau-magasin | 2007 | 2010 | PNDCC |
| 6 | Olouhoué | 3 classes + bureau-magasin | 2007 | 2008 | PNDCC |
| 7 | Tchokpohoué | 3 classes + bureau-magasin | 2007 | 2009 | PNDCC |
| 8 | Minondjou B | 3 classes + bureau-magasin | 2008 | 2009 | FAST-TRACK |
| 9 | Tinmahanhoué | 3 classes simples | 2008 | 2009 | FAST-TRACK |
| 10 | Zonou B | 3 classes simples | 2008 | 2009 | FAST-TRACK |
| 11 | Minondjou B | 3 classes simples | 2008 | 2010 | Projet japonais |
| 12 | Adjahonmè B | 3 classes simples | 2009 | 2010 | P-J |
| 13 | Adjahonmè B | 3 classes + bureau-magasin | 2009 | 2010 | P-J |
| 14 | Minondjou B | 3 classes simples-magasin | 2009 | 2010 | P-J |
| 15 | Minondjou B | 3 classes + bureau-magasin | 2009 | 2009 | PRIMMO |
| 16 | Sawamè- hossouhoué | 3 classes + bureau-magasin | 2008 | 2008 | PRIMMO |
| 17 | Klossou | 3 classes + bureau-magasin | 2007 | 2008 | PNDCC |
| 18 | Ahogbèya/Madémè | 3 classes + bureau-magasin | 2007 | 2008 | PNDCC |
| 19 | Kplakatagon | 3 classes + bureau-magasin | 2007 | 2008 | PLAN-BENIN |
| 20 | Ahoudji | 3 classes + bureau-magasin | 2007 | 2008 | PNDCC |
| 21 | Avégandji | 3 classes simples | 2007 | 2009 | PNDCC |
| 22 | Avéganmè | 3 classes + bureau-magasin | 2007 | 2009 | PNDCC |
| 23 | Glolihoué | 3 classes simples | 2008 | 2009 | PNDCC |
| 24 | Davihoué-Ablomè | 3 classes simples | 2008 | 2008 | PNDCC |
| 25 | Lanssoudehoué | 3 classes + bureau-magasin | 2007 | 2010 | PRIMMO |
| 26 | Agomè-houin | 2 classes simples | 2009 | 2010 | PLAN-BENIN |
| 27 | Agomè-houin | 2 classes + bureau-magasin | 2009 | 2010 | PJ |

| | | | | | |
|----|---------------|----------------------------|------|----------|-------------------|
| 28 | Nigbo | 3 classes + bureau-magasin | 2009 | 2009 | PJ |
| 29 | Hondjin | 3 classes simples | 2008 | 2009 | AGETIP/FAST-TRACK |
| 30 | Komè | 3 classes + bureau-magasin | 2008 | 2010 | PRIMMO |
| 31 | Hondjin | 3 classes simples | 2009 | 2010 | PJ |
| 32 | Hondjin | 3 classes + bureau-magasin | 2009 | 2010 | PJ |
| 33 | Soglonouhoué | 3 classes simples | 2009 | 2010 | PJ |
| 34 | Soglonouhoué | 2 classes + bureau-magasin | 2009 | 2010 | PJ |
| 35 | Kogbétohoué | 3 classes + bureau-magasin | 2009 | 2010 | AGETIP/FAST-TRACK |
| 36 | Ehouzou C | 3 classes simples | 2009 | 2010 | BID III |
| 37 | Dékandji II A | 3 classes + bureau-magasin | 2009 | 2010 | BID III |
| 38 | Houagnonhoué | 3 classes + bureau-magasin | 2009 | En cours | PRIMMO |
| 39 | Tchikpé C | 3 classes simples | 2009 | 2010 | PJ |
| 40 | Tchikpé C | 3 classes + bureau-magasin | 2009 | 2010 | PJ |

Source : ST Mairie de Klouékanmè

Dans ce tableau, nous avons le nombre de salles de classe construites au profit de la communauté de klouékanmè qui s'élève à 117.

Quant au tableau n°13 qui suit, il nous donne de précision sur le nombre total d'écoles créées à l'ère de la gratuité.

Tableau n°13 : liste des écoles créées dans la commune de Klouékanmè de 2006-2010

| N° | Noms des écoles créées | Année de création | Nombre de classes autorisées | Nombre de classes en matériaux définitifs | Effectifs des écoliers |
|----|------------------------|-------------------|------------------------------|---|------------------------|
| 1 | Klouékanmè D | 2006 | 06 | 03 | 369 |
| 2 | Avéganmè | 2006 | 06 | 03 | 349 |
| 3 | Davihoué-Ablomè C | 2006 | 06 | 03 | 318 |
| 4 | Agbago B | 2010 | 05 | 00 | 250 |
| 5 | Adjahonmè C | 2008 | 05 | 00 | 218 |
| 6 | Fangbédjihoué B | 2009 | 05 | 00 | 209 |
| 7 | Yénawa II B | 2007 | 06 | 00 | 209 |
| 8 | Gbowimè | 2007 | 06 | 03 | 213 |
| 9 | Olouhoué B | 2007 | 06 | 00 | 207 |
| 10 | Noutangnihoué | 2007 | 06 | 03 | 198 |
| 11 | Zonou C | 2010 | 05 | 00 | 191 |
| 12 | Nigbo B | 2007 | 06 | 03 | 188 |
| 13 | Akouègbadja C | 2009 | 05 | 00 | 182 |
| 14 | Lanta B | 2009 | 05 | 00 | 170 |
| 15 | Houagnonhoué | 2006 | 05 | 00 | 154 |
| 16 | Dékandji II B | 2009 | 05 | 00 | 152 |
| 17 | Séhounhoué | 2006 | 05 | 00 | 141 |
| 18 | Honfiadjè | 2008 | 05 | 00 | 135 |
| 19 | Dayéhoué | 2010 | 01 | 00 | - |
| 20 | Gahayadji B | 2007 | 06 | 00 | 117 |

| | | | | | |
|----|----------------|------|----|----|----|
| 21 | Tomèchihoué | 2010 | 01 | 00 | 98 |
| 22 | Sawatou | 2009 | 02 | 00 | 37 |
| 23 | Sawamè-Togodou | 2006 | 04 | 00 | 13 |

Source : CS Klouékanmè

Au total vingt trois écoles qui ont été créées en faveur de la communauté de Klouékanmè. Enfin, pour terminer, les résultats d'enquêtes ont souligné que le manque d'enseignants au départ dans les écoles, avait amené les directeurs d'écoles en collaboration avec les membres du BAPE à solliciter certains jeunes du milieu nantis ou non du BEPC à garder les salles de classe afin de combler le vide. Ces jeunes ainsi appelés à exercer le métier d'enseignant vivaient dans une situation de précarité sans précédent. Après la gratuité et dans le but de juguler la crise relative à l'insuffisance numérique des enseignants dans les écoles, 127 de ces jeunes ont été recensés et reversés dans la fonction publique béninoise en qualité d'ACE. Les statistiques sont fournies par la CS.

Mais la gratuité de l'enseignement maternel et primaire qui a apporté tant d'avantages aux acteurs de l'école dans la commune de klouékanmè n'est pas sans méfaits pour ces derniers.

2. Les méfaits

Les conséquences néfastes générées par la gratuité de l'enseignement maternel et primaire dans la commune de klouékanmè concernent aussi bien les enseignants, les apprenants, les parents d'élèves que l'Etat lui-même. Salon les enquêtes réalisées.

2.1. Les difficultés et la déception des enseignants dans l'exercice de leur métier.

2.1-1.les difficultés des enseignants face aux problèmes créés par la mesure de la gratuité.

Ici, nous n'avons aucune intention de critiquer l'Etat, ou de lui jeter des fleurs. Mais force est de constater que la détérioration des conditions de travail des enseignants s'est accentuée avec le phénomène de la gratuité. Il est à mentionner que la décision a été prise par le gouvernement avant qu'il ne s'assure des conditions de sa mise en application à savoir le besoin en personnel, la disponibilité des infrastructures et de leur équipement en mobiliers. En effet, le recrutement a connu un ralentissement de la part du pouvoir central pour des raisons économiques. Pour résoudre cette crise de pénurie d'enseignants, des écoles ont énormément fait recours aux enseignants appelés communautaires. Il s'agit d'une catégorie de personnel enseignant embauché par les écoles et pris en charge financièrement par le BAPE des écoles concernées. Cette catégorie d'enseignants est très nombreuse dans les écoles. Ces enseignants n'ont aucune qualification professionnelle requise. Ce qui fait qu'ils éprouvent assez de difficultés dans l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes. Cette situation délicate a de répercussion sur les apprenants notamment leur rendement. C'est pourquoi par endroits le taux de redoublement est élevé allant dans l'ordre de 50%. A titre illustratif, nous avons les écoles d'Adjahonmè/ A, d'Adjahonmè /B, d'Akimè /A qui ont respectivement comme taux de redoublement 37,36%, 50,43%, 43,67%. Informations contenues dans le tableau 14 en annexe.

Des exemples sont légions. Au niveau du tableau 15, nous pouvons à titre d'exemples citer l'école de Gnantchimè avec un taux de redoublement de 48,24%, celle de Ehouzou /B avec un taux de 48,22% et celle de Kogbétohoué avec un taux de 66,66%,

Une autre difficulté à laquelle sont confrontés les enseignants est celle relative au manque de documents pédagogiques de travail et de matériels didactiques sans lesquels aucun enseignant ne peut faire son travail de façon efficace. L'Etat n'arrive pas toujours à doter les écoles des documents et matériels de travail en nombre suffisant. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau n°11 que voici :

Tableau : N°11 Point des manuels et des cahiers d'activités

| Documents | | Manuels | | | | Cahiers d'activités | | | |
|------------------|---|----------|----|--------------|----|---------------------|----|--------------|----|
| | | Français | | Mathématique | | Français | | Mathématique | |
| Cours | | CI | CP | CI | CP | CI | CP | CI | CP |
| Nombre de classe | 6 | 51 | 40 | 51 | 40 | 40 | 15 | 40 | 15 |
| | 5 | 42 | 33 | 42 | 33 | 33 | 12 | 33 | 12 |
| | 4 | 34 | 26 | 34 | 26 | 26 | 10 | 26 | 10 |
| | 3 | 25 | 20 | 25 | 20 | 20 | 08 | 20 | 08 |
| | 2 | 17 | 13 | 17 | 13 | 13 | 15 | 13 | 15 |
| | 1 | 08 | 06 | 08 | 06 | 06 | 03 | 06 | 03 |

CI-CP envoyés dans les écoles par le MEMP en 2008, 2009, et 2011

Source : MEMP

Ce tableau montre clairement que des efforts restent à faire par le gouvernement à l'endroit des écoles en matière de matériels de travail.

Plus loin, les enseignants font face au problème de la pléthore des effectifs dans les salles de classe. En effet, beaucoup de salles de classe disponibles sont archies combles. L'enseignant lui-même éprouve de sérieuses difficultés à s'effrayer le passage entre les différents groupes de travail. Cette pléthore des effectifs des écoliers n'a pas du tout évolué avec celle des enseignants. Cette disproportionnalité a fait que le ratio maître/élève n'est plus respecté .Il est passé de 40 à 100 voire 120 élèves par maître dans beaucoup d'écoles de la commune. Le problème de mobilier n'est pas à négliger car il s'oppose avec acuité. En effet, la communauté a besoin d'au moins cent soixante douze salles de classe et de trois mille quatre cent dix neuf tables-bancs pour que les écoliers puissent travailler dans des conditions idoines le tableau n° 12 ci-dessous nous renseigne à cet effet.

Tableau n°12 point des salles de classe et du mobilier de 2009 à 2011.

| Année scolaire | Salles de classe | | | Mobilier |
|----------------|------------------|---------|------------|----------|
| | disponibles | besoins | disponible | besoins |
| 2008-2009 | 296 | 170 | 8030 | 4349 |
| 2009-2010 | 338 | 160 | 9176 | 3969 |
| 2010-2011 | 357 | 172 | 9579 | 3419 |

Source : SIEM. (DDEMP MONO-COUFFO)

Le contenu de ce tableau nous indique que la fin des difficultés pour les enfants n'est pas pour aujourd'hui.

Pour finir, voyons à présent ce qui a déçu les enseignants face à cette décision.

2.1.2 : La déception des enseignants

Le métier de l'enseignant n'est pas aussi aisé que le pense le commun des mortels. Avant la décision de gratuité de l'enseignement maternel et primaire, les écoles souffraient. Les enseignants avaient à faire face aux problèmes d'effectifs pléthoriques dans les classes. Ces problèmes ont connu de recrudescence à cause de la scolarisation massive encouragée par la décision de l'accès gratuit à l'enseignement maternel et primaire.

Ainsi, les enseignants, malgré leur insuffisance numérique ont à gérer la pléthore de plusieurs manières : ils sont désormais appelés à garder des classes jumelées ou multigrades.

Dans ces conditions, la tâche devient plus harassante et aucune motivation n'accompagne l'enseignant. Dans les pays développés, les effectifs dans les classes ne dépassent guère 15 apprenants. Ainsi au Danemark par exemple, la moyenne est de 10,6 élèves /enseignant, au Luxembourg, elle est de 12,5, en Hongrie, la moyenne est de 10,9. Au nombre des acteurs victimes de la décision salvatrice du gouvernement figurent les apprenants.

2.2. Les conditions de travail des apprenants dans les écoles.

L'école est un lieu où est dispensé un enseignement collectif de connaissances générales ou de connaissances particulières nécessaires à l'exercice d'un métier, d'une profession ou à la pratique d'un art. Le centre de formation présenté comme tel devrait être un établissement qui présenterait un aspect viable, c'est-à-dire un minimum de conditions de vie descentes. En termes clairs, l'on devrait avoir sur un tel site des latrines, des salles de classe construites suivant les normes EQF. Des salles de classe qui devraient être équipées en placards, en mobiliers en nombre suffisant et adaptées à la disposition en vigueur actuellement dans les écoles primaires. Mais le triste constat auquel nous assistons à Klouékanmè en cette ère de décentralisation et de la gratuité est celui de la déception. Déception parce que la majorité des écoles de la commune se trouve dans un état pitoyable. En effet, beaucoup d'écoles manquent de latrines. De ce point de vue, les écoliers éprouvent assez de difficultés pour déféquer. Lorsqu'ils sentent la nécessité d'aller aux toilettes, ils se dirigent dans la brousse qui entoure l'école. La situation est plus critique pour les enfants qui fréquentent les écoles implantées au milieu des hameaux. Dans le meilleur des cas, ils défèquent dans les urinoirs construits par les écoles en matériau précaire et qui leur servent d'ablution lorsqu'ils reviennent de l'EPS. Certaines écoles possèdent des salles de classe qui sont très exiguës. D'autres qui respectent même les normes réglementaires sont débordées d'apprenants. Pire des écoles manquent énormément de mobiliers. Confère tableau N°12. Cette situation fait que des enfants vont à l'école et ne trouvent pas de place pour s'asseoir et travailler en toute quiétude avec leur maître. Ces conditions de travail à l'école jouent sur le rendement des écoliers et sur leur fréquentation. Il y en a dont la santé se trouve rapidement affectée. Ainsi. Il n'est pas rare de voir des enfants régulièrement tombés malades. De ce fait la fréquentation

n'est plus régulière. Certains d'entre eux profitent de ces conditions défavorables et commencent par faire l'école buissonnière. Cet état de chose agit constamment sur leur travail à l'école. Cela s'explique tout simplement à travers les taux élevés de redoublement et d'abandon observés par-ci par-là dans bon nombre d'écoles comme l'indiquent si clairement les tableaux 14 et 15 de l'annexe.

Nous ne cesserons jamais de le dire. Un autre aspect pas des moindres est celui de l'insuffisance ou de l'inexistence des documents pédagogiques dans les écoles. Si les documents que devraient avoir les enseignants pour s'acquitter diligemment de leurs tâches quotidiennes font défaut dans les écoles, à quoi vont s'attendre les apprenants et les géniteurs ? Aujourd'hui, tout le monde critique de façon acerbe le bas niveau des apprenants sans chercher à en connaître les causes réelles.

Les parents, qui au dire de tout le monde constituent les bénéficiaires les plus privilégiés de la gratuité ne sont pas en marge des conséquences fâcheuses qu'elle a créées.

2.3. L'imprudence des parents

Lorsque l'enfant naît, il attend à jouir de la part de ses parents géniteurs des besoins fondamentaux. Mais la pauvreté dans laquelle s'enlisent les parents à la compagne les empêche de subvenir aux besoins même les plus élémentaires de leurs progénitures. C'est pourquoi la scolarisation des enfants pose problème. L'annonce et la mise en application de la gratuité par le gouvernement ont été saluées et applaudies par les parents qui étaient jusque- là à bout de souffle. Mais le manque ou l'absence de séances d'information et de sensibilisation des parents a très tôt détourné ceux-ci du contenu réel de ladite gratuité. A la proclamation, beaucoup d'entre les parents s'étaient lavé les mains des problèmes de scolarisation des enfants. Pour eux, il suffit d'aller inscrire les

enfants à l'école et tout finit là du moins pour ce qui concerne le cycle primaire. C'est bien une illusion de leur part. Ignorants, ils ne savent pas que bien des dépenses leur incombent notamment la dotation des enfants des fournitures scolaires, la couture de la tenue kaki, l'alimentation, l'hygiène corporelle et vestimentaire etc. Ils ont complètement ignoré le rôle qui est le leur dans l'accompagnement du gouvernement pour une réussite de la décision. Toutes ces incompréhensions des parents ont eu un impact négatif sur les enfants. Cet impact repose essentiellement sur le rendement des enfants et leur fréquentation. Le travail des enfants aujourd'hui à l'école ne comble pas les attentes des parents. Beaucoup d'apprenants échouent. De la même manière, beaucoup d'entre eux abandonnent les classes. Le tableau 14 de l'annexe nous renseigne suffisamment sur les taux élevés de redoublement enregistrés dans les écoles. A titre d'exemples, nous avons l'école d'Akouèbadja A avec 34,23%, celle de Dékandji II avec 40%, celle de Golouhoué avec 39,75%.

Il est aussi important de souligner que le manque de suivi et de soutien de la part des parents ont influencé négativement la fréquentation des enfants. A ce phénomène, s'ajoute celui du fait que les apprenants sont sollicités par leurs parents pour les aider dans leurs activités quotidiennes. Certains sont carrément retirés de l'école et placés auprès d'autres parents alliés ou des amis. C'est pourquoi dans certaines écoles, les taux d'abandons sont encore élevés dans la commune. Les tableaux 14 et 15 de l'annexe sont toujours illustratifs.

2.4. Les contraintes de l'Etat, un recrutement hors norme du personnel enseignant et une mauvaise politique d'octroi des salles de classe à construire dans les écoles

2.4.1 Les contraintes de l'Etat

L'Etat, initiateur et garant de la décision de gratuité a été surpris dans sa mise en œuvre effective. En effet, le gouvernement a pris son décret sans s'assurer des conditions réelles de sa mise en application. L'application rigoureuse et judicieuse lui exige un recrutement du personnel enseignant en nombre suffisant, la disponibilité et l'accessibilité des infrastructures. Aussi doit-il prévoir du mobilier adapté et en nombre suffisant également pour permettre aux apprenants de s'asseoir confortablement. Le spectacle auquel nous assistons aujourd'hui dans les salles de classe est très désolant. Pour une table-banc à deux places assises, on y voit quatre apprenants là-dessus dans les CM et cinq à six dans les cours d'initiation et préparatoire. Tous ces problèmes sont similaires d'une école à une autre. Leur satisfaction réelle demande de la part du pouvoir central un investissement important d'où l'augmentation de ses charges (charges salariales, charges liées à la réalisation des infrastructures etc...)

Une autre contrainte de l'Etat est celle relative à son manque de suivi rigoureux dans la gestion des écoles qui, de leur côté, deviennent de plus en plus nombreuses avec leur cortège de problèmes. Ces problèmes récurrents conduisent les enseignants à déclencher de façon cyclique des mouvements de grève auxquels l'Etat est appelé à faire face en vue de sauver les années scolaires tout en apaisant les enseignants.

Hormis ces quelques contraintes, le gouvernement a commis assez de maladresse dans le recrutement du personnel.

2.4.2. Un recrutement hâtif du personnel enseignant

Le gouvernement dans la résolution des problèmes issus de la démocratisation de l'enseignement maternel et primaire s'est trouvé confronté aux difficultés financières. La réponse prompte aux difficultés l'a induit en erreur car il s'est passé du recrutement par voie de concours. Ainsi, il a procédé purement et simplement au recensement puis au reversement des ex-communautaires en ACE dans la fonction publique. C'est un recrutement qui n'a respecté aucune des recommandations des Actes des EGE d'Octobre 1990. Dans ces actes, il est clairement recommandé à l'Etat de recruter désormais au profit du personnel de l'enseignement du premier degré des citoyens titulaires du baccalauréat qui seront astreints à une formation de deux ans. Ils feront un an de cours théorique dans une école normale d'instituteurs et un an de pratique dans une classe. Les enseignants reversés aujourd'hui, au lieu qu'ils soient admis dans les centres de formation professionnelle requis pour y recevoir leur formation initiale, sont cependant restés dans les écoles. Ils reçoivent maintenant en quelques semaines des formations hâtives organisées par l'INFRE qui ne leur permettent pas d'être efficaces sur le terrain contrairement à ceux qui ont bénéficié d'une formation pédagogique plus longue et soutenue.

Au regard des difficultés et après une analyse objective, on se rend compte que l'Etat lui-même est à la base de certains problèmes non moins importants que vivent certaines écoles de la commune de Klouékanmè.

2.4.3. L'Etat, source d'un certain nombre de difficultés

Tout le monde est convenu que le gouvernement béninois se bat pour assurer une éducation primaire pour tous conformément aux OMD. Il se préoccupe également des conditions de travail des écoliers. C'est pourquoi la mesure de gratuité a été prise pour aider les couches les plus vulnérables. A cet effet, d'importantes ressources ont été mobilisées à travers des projets et programmes des enseignements maternel et primaire en vue de la prise en compte des besoins créés par la mise en application de la mesure de gratuité. Besoins relatifs à la réalisation des infrastructures scolaires, au recrutement et la formation des enseignants etc...Mais le triste constat auquel nous avons assisté durant les quelques années de mise en application de la décision est celui d'un désordre ou d'un cafouillage observé au niveau du gouvernement dans l'épineuse gestion des écoles. Le flux enregistré au niveau des effectifs des apprenants est la conséquence de la prolifération des écoles. L'Etat étant seul, il a de difficultés à faire face aux problèmes qui se posent çà et là. Il lui a manqué de ce fait un suivi rigoureux et permanent dans la gestion des affaires des écoles. Ceci se traduit par un manque de cohésion, de synergie et de détermination de sa part pour conduire aux résultats escomptés. Cette faiblesse du gouvernement dans le mécanisme de programmation des projets nous amène à remarquer dans la commune de Klouékanmè ce qui suit : pendant que certaines écoles sont dans le dénuement total, d'autres par contre sont en sur-dotation. Une telle situation est révélatrice d'une faiblesse totale et d'un manque de transparence dans le mécanisme de programmation des infrastructures à réaliser.

Pour illustrer cette situation combien déplorable, nous citerons pêle-mêle quelques cas ci-après :

Au complexe scolaire de Hondjin, le groupe B lui seul a 9 salles de classes pendant que dans le même arrondissement, l'école de Gbébléhoué, une école à six classes n'a jusqu'à ce jour aucun module de salle de classe avec son effectif de 210 écoliers.

Dans l'arrondissement d'Adjahonmè, au complexe scolaire d'Adjahonmè centre, le groupe B possède lui aussi neuf salles de classe soit trois modules construits en matériaux définitifs. Pendant ce temps, le groupe C du même complexe vit sous des apatams de fortune. Toujours dans ce même arrondissement, au complexe scolaire de Minondjou, le groupe B lui seul a quatre modules de classes soit 12 salles de classe. Cependant l'école primaire publique de Kpévidji n'a qu'un seul module de trois classes avec ses 408 apprenants exposés à toutes sortes d'intempéries. Toutes ces informations peuvent être vérifiées dans le tableau N°13 de l'annexe. Cette mauvaise gestion fait que malgré les gros efforts consentis par le gouvernement dans le domaine de la réalisation des infrastructures scolaires, les besoins en salles de classe restent encore importants et continuent de créer de soucis aux usagers de l'école dans la commune de klouékanmè.

Les méfaits ainsi abordés ne sont pas de nature à pérenniser le phénomène de la gratuité. Ils constituent de véritables embûches à l'atteinte des résultats escomptés. Ils risquent à court, à moyen et à long terme d'hypothéquer l'avenir des enfants si très rapidement des précautions sérieuses et objectives ne se prennent pas pour les maîtriser et les enrayer. C'est dans cette optique nous envisageons pour notre part proposer quelques approches de solution objectives, concrètes et réalisables à l'endroit de quelques acteurs et partenaires de l'école afin que chacun en ce qui le concerne puisse véritablement et de façon sincère jouer sa partition pour que le phénomène tant apprécié soit non seulement

un succès mais qu'il puisse également durer longtemps pour le bonheur de l'école béninoise.

3. Les approches de solution

Pour bien aider les acteurs de l'école à mieux s'investir et s'impliquer davantage dans la lutte pour la réussite de la gratuité, nous allons faire un certain nombre de recommandations au pouvoir central et aux parents d'élèves. Ensuite, nous ferons quelques suggestions aux élus locaux et aux enseignants. Enfin, nous prodiguerons quelques conseils aux apprenants.

3.1. Les recommandations

3.1.1. Recommandations à l'endroit du gouvernement

Dans le but de motiver les enfants et de les maintenir à l'école, nous recommandons au gouvernement l'exploitation rigoureuse de certaines lois telles qu'elles sont prescrites par la constitution. En effet, la constitution du 11 Décembre 1990 prescrit la promotion et le développement des langues nationales. De même la loi n°91-006 du 25 Février 1991 portant charte culturelle du Bénin recommande de : « *préparer et de mettre en œuvre les réformes nécessaires à l'introduction progressive et méthodique des langues nationales dans l'enseignement* ». Enfin, la loi n° 2003-017 au 11 Novembre 2003 portant orientation de l'Education Nationale confirme elle aussi, en son article 8 cette orientation : la nécessité d'enseigner les langues nationales aux niveaux maternel, primaire, secondaire (général et technique) et supérieur.

Il y a au Bénin un phénomène qui démotive les parents à scolariser les enfants. Il s'agit du harcèlement sexuel dans les écoles primaires. Ce phénomène conduit les innocentes écolières à contracter des grossesses

non désirées en cours d'année. Ce qui de fait interrompt les études aux victimes dont l'avenir se trouve ainsi hypothéqué.

Un autre phénomène non moins important qui met de façon massive les écoliers hors des établissements est celui du châtement corporel. Bien que cette pratique soit interdite dans les écoles, beaucoup d'enseignants continuent au mépris ou non des textes, d'en faire usage au quotidien dans leur classe. C'est une pratique qui a des conséquences néfastes sur les apprenants. Elle fait malheureusement partie des causes liées au taux d'abandons dans les écoles, empêche certains enfants d'apprendre, laisse parfois des traces indélébiles sur le corps de ces derniers. Pourtant, par rapport aux deux phénomènes, dont nous venons de parler, des textes ont été pris pour interdire et punir les auteurs. Mais ils ne s'appliquent pas. C'est le cas de la circulaire 100/MENC du 15 Mars 1962 interdisant le châtement corporel dans les écoles. C'est aussi le cas de l'arrêté interministériel N°16 / MEPS / METFP / CAB / DC / SGM / SA du 1^{er} Octobre 2003 portant sanctions à infliger aux auteurs de violences sexuelles dans les écoles et établissements d'enseignements secondaire général, technique et professionnel publics et privés. Nous recommandons vivement à l'Etat de commencer dès la rentrée prochaine la mise en application effective et sans discrimination aucune ces deux instruments juridiques.

Un autre constat que nous avons fait sur le terrain est celui relatif au dysfonctionnement des structures décentralisées du système éducatif. Ceci est dû au fait que chacun n'arrive point à jouer le rôle qui est le sien en matière de gestion des écoles, rôle qui continue pour la plupart d'être joué par le pouvoir central. La DDEMP, la CS, les directeurs d'écoles et le BAPE n'ont pour tâches que de mettre en œuvre les décisions provenant du niveau central. La CS située au niveau décentralisé de l'administration publique se trouve fragilisée. Elle n'a ni l'autorité minime qu'elle soit, ni la

capacité de participer au processus de prise de décision au niveau de la commune. Très peu de responsabilités sont réellement attribuées aux DDEMP et aux CS dans le domaine de la gestion des ressources humaines. Or, ce partenariat, lorsqu'il est bien conduit, peut régler beaucoup de problèmes auxquels les usagers de l'école sont confrontés. Il peut contribuer par exemple à l'amélioration de l'offre éducative à travers la réalisation des infrastructures, leur équipement, le recrutement et la formation des enseignants. C'est pourquoi nous recommandons expressément au gouvernement l'implication effective dès l'instant même des structures décentralisées du MEMP à savoir les DDEMP, les CS, les élus locaux et les bénéficiaires dans la mise en œuvre des projets de construction ou de réhabilitation des infrastructures scolaires dans les localités de leur juridiction administrative pour le bonheur de tous et ceci dans le respect des textes qui régissent la décentralisation de l'éducation au Bénin. Si nous voulons avoir une éducation de qualité au niveau des apprenants, nous devons bien préparer les enseignants. Alors, il est important aujourd'hui de prioriser la formation qualitative des enseignants tout en tenant dûment compte du fait que la mise en application de la gratuité a entraîné la nécessité d'avoir des enseignants qualifiés. A cet effet, nous recommandons au gouvernement en matière de recrutement du personnel enseignant au profit de l'enseignement primaire de se conformer aux recommandations des EGE d'Octobre 1990.

De nos jours, nous constatons que certains services du MEMP n'accordent pas d'importance aux statistiques scolaires. Ce qui fait qu'à des moments donnés, ces statistiques ne sont pas fiables. Cette mauvaise gestion des statistiques scolaires peut conduire à une augmentation des dépenses publiques et à la prise de mauvaises décisions. Dans ces conditions, l'Etat ne pourra pas projeter la population scolarisable en vue d'estimer les besoins en infrastructures ; ainsi que la mise en place d'un système de prévision de besoins en personnel enseignant en fonction de

l'évolution de la population scolarisable et de la carte scolaire. Si les choses doivent aller ainsi, les PTF n'accorderont plus de crédit au système éducatif. Or, le système a besoin de ce partenariat pour son essor. C'est pourquoi, nous voulons recommander vivement au gouvernement d'assurer une bonne gestion des statistiques scolaires pour attirer plus les PTF au profit des écoles.

Nous avons aussi l'impérieuse nécessité de recommander au pouvoir central, la construction des salles de classe en nombre suffisant et leur équipement puis le recrutement d'enseignants qualifiés afin de combler le déficit en personnel.

Nous voudrions également recommander à l'Etat de définir une politique pouvant l'aider à pérenniser la mesure de gratuité et à instaurer une visite médicale systématique des apprenants afin de leur venir en aide sur le plan sanitaire.

Nous avons constaté que le gouvernement a fait beaucoup d'efforts dans les mesures d'accompagnement de la gratuité. Des projets et programmes spéciaux ont été conçus et mis en exécution. Des salles de classe ont été construites et certaines équipées. Mais force est de constater qu'il y a eu sur le terrain des projets sans réalisations physiques. C'est le cas par exemple du programme « Un élève sous un toit, une classe et un maître pour l'enseignement primaire ». Voilà un programme très alléchant, bénéfique pour le monde scolaire mais qui n'a jamais connu le jour. Il s'agit du projet de développement de l'enseignement primaire. BID III. C'est également le cas du Projet Appui au Développement de l'Education au Bénin (Education V). Pire, nous enregistrons dans le pays des chantiers en retard ou en difficulté ou carrément abandonnés appartenant à des projets sortis du PIP/ 2008.

C'est le cas par exemple du projet de construction des salles de classe dans les zones défavorisées.

Par rapport à ces constats amers, nous recommandons très sincèrement au gouvernement de sensibiliser suffisamment les entrepreneurs, de les mettre en garde et de sanctionner ceux qui seraient les fois à venir défaillants en vue d'optimiser la qualité des infrastructures réalisées pour la sécurité des enfants et de faire respecter les délais contractuels d'exécution des travaux de construction.

Enfin, nous invitons le gouvernement à cesser de politiser le secteur de l'éducation au Bénin.

Quant aux parents d'élèves, que leur recommandons-nous ?

3.1.2. Recommandations à l'endroit des parents d'élèves

Nous n'avons nullement l'intention de jeter des fleurs aux parents. Nous voulons simplement amener chacun à être responsable et à prendre conscience du rôle de père de ménage ou de mère de ménage dans l'éducation de leurs enfants capitaux précieux de la société. Personne ne le fera à leur place. Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous leur recommandons la nécessité de créer un climat de confiance qui évite à l'enfant de vivre dans une peur permanente de leur part.

A la maison, l'enfant doit pouvoir librement s'approcher de ses parents, causer avec eux et leur poser ses problèmes. Les parents doivent se montrer disponibles et disposés à écouter leurs enfants sans discrimination. Cela participe de la formation des enfants.

Autre chose qui mérite d'être recommandée, concerne les besoins des enfants. En effet, tout enfant a besoin de petit déjeuner à l'école comme à la maison. Il ne va pas à l'école pour jeûner d'où la nécessité pour les parents de lui donner l'argent du petit déjeuner pour qu'il se sente à l'aise parmi ses semblables pendant la récréation. Ensuite, les parents

doivent à tout prix doter les enfants de fournitures scolaires qui se résument essentiellement à :

Pour les apprenants des CM, il faut 4 cahiers de 100 pages, 1 cahier de 200 pages, 1 ardoise, 1 vrai dessinateur, 2 bics rouges, 4 bics bleus, 2 mètres de couverture Kaki. Et quelques bâtons de craie.

Pour les écoliers des CE, il leur faut 4 cahiers de 100 pages, 1 vrai dessinateur, 1 ardoise, 2 bics rouges, 4 bics bleus, 2 mètres de couverture Kaki et quelques bâtons de craie.

Pour les apprenants de CI-CP, il leur faut 1 bic bleu, 1 crayon à papier, 1 ardoise, 1 bic rouge, 1 gomme et 1 mètre de couverture Kaki. Pour chaque écolier, il lui faut évidemment la tenue Kaki réglementaire et un sac d'écolier. Les parents ne doivent pas attendre la rentrée pour commencer par se lamenter. Il urge qu'ils prennent leurs dispositions en vue de permettre aux enfants à chaque entrée scolaire d'effectuer une rentrée apaisée des classes. Enfin, devons-nous attirer l'attention des parents sur ce qui suit : ils n'ont pas besoin d'être lettrés ou instruits avant de comprendre certaines choses. En effet, le suivi des enfants est aussi important que les besoins alimentaires. Lorsque l'enfant revient de l'école, il faut que le parent s'assure que son enfant a touché à ses cahiers ou non. C'est son devoir. C'est à lui d'exhorter son enfant à aller à table pour apprendre. C'est encore à lui de le motiver, de lui faire parfois des promesses réalisables. Les parents doivent prévoir de la lumière aux enfants les soirs pour qu'ils puissent étudier.

Après les recommandations, suit la série des suggestions.

3.2. Les suggestions

3.2.1. Les suggestions à l'endroit du gouvernement.

Nous avons découvert au cours de notre travail que l'ennemi fondamental et commun de nos populations est la pauvreté. Pour soulager les peines de ces dernières, il urge de mener une lutte sans merci contre cet ennemi commun. Cette lutte passe par l'éducation des enfants. L'ancien Président Tanzanien Julius NYERERE l'avait si bien compris lorsqu'il s'exprimait en ces termes : « *l'éducation n'est pas un moyen d'échapper à la pauvreté mais de la combattre* ». C'est pourquoi nous n'hésitons pas à suggérer au gouvernement l'élargissement, le renforcement puis la poursuite sans réserve de l'octroi des micro crédits aux plus pauvres à toutes personnes qui en expriment le besoin sans tenir compte de leur provenance, de leur appartenance politique, de leur ethnie ,de leur religion et de leurs conditions sociales. Ces crédits permettent aux bénéficiaires de s'adonner aux activités génératrices de revenus. Ce qui leur permet de faire face à certains des besoins de la famille.

Il est aussi important de souligner à l'Etat de régler les problèmes de transfert de compétences et des ressources aux structures décentralisées en vue d'une autonomisation relative. la responsabilité conférée aux structures décentralisées ne doit pas empêcher le pouvoir central d'avoir ses yeux sur ce que font ces structures. Il ne s'agit pas pour l'Etat de jouer le rôle de gendarme mais de suivre de façon régulière et méthodique la gestion des ressources mises à la disposition desdites structures notamment les communes.

Nous souhaiterions que l'Etat organise dans un bref délai des séances de sensibilisation des parents sur le contenu réel de la gratuité pour qu'ils cessent de se leurrer.

A chaque rentrée, les écoles primaires publiques éprouvent de difficultés pour démarrer les activités. Elles passent le premier trimestre à attendre les subventions qui leur sont allouées. Pour éviter cet état de chose les années à venir, nous proposons au gouvernement la mise à disposition à bonne date des crédits accordés aux écoles pour leur fonctionnement. Ceci va permettre de régler beaucoup de problèmes à chaque rentrée notamment la perte de temps à démarrer les activités. Pour éviter cette perte de temps, certains directeurs d'écoles se procurent les fournitures et matériels de travail à crédit en attendant l'arrivée des subventions.

Lorsque les salles de classe sont construites et ne sont pas équipées, les enseignants en général et les écoliers en particulier ne sont pas à l'abri de leurs difficultés. C'est pourquoi nous suggérons à l'Etat l'accélération du processus d'équipement des infrastructures réalisées et réceptionnées. De la même manière, nous lui proposons de construire les prochaines fois des salles de classe qui cessent d'exclure des catégories d'enfants notamment les handicapés moteurs. Ainsi, il s'avère nécessaire de prévoir pour les salles de classe à construire des escaliers et des rampes en vue de faciliter le passage aisé de ces handicapés.

Aussi attirons-nous l'attention du pouvoir central sur la nécessité d'améliorer les conditions de travail des enseignants à travers des primes, des lettres de félicitations, condition sine qua non pour motiver plus ces derniers.

Des écoliers vont à l'école sans l'argent du petit déjeuner. De retour à la maison, à peine ils trouvent à manger. Ces écoliers n'auront pas le goût de fréquenter. Il leur est très facile d'abandonner les classes. Pour les maintenir à l'école, nous proposons à l'Etat la mise en place progressive des cantines scolaires. Cette expérimentation peut démarrer pas les zones

rurales, les zones frontalières, les milieux lacustres pour ne citer que ceux-là.

Enfin, pour terminer, nous suggérons au gouvernement de s'inspirer des expériences de certains états africains qui, dans le domaine de l'éducation sont presque parvenus à l'éducation pour tous. C'est le cas par exemple de l'Angola, du Cap-Vert, de la Tanzanie, du Nigéria etc...

Quelles suggestions pouvons-nous faire aux élus locaux en tant qu'acteurs ?

3.2.2. Suggestions à l'endroit des élus locaux

Les élus locaux dans le contexte de la décentralisation au Bénin ont un rôle capital à jouer dans la gestion des écoles de leur ressort administratif. C'est dans ce sens que nous leur suggérons une utilisation à bon escient des ressources que l'Etat met à leur disposition. Ils doivent s'acquitter de leurs obligations légales en construisant des salles de classe qu'ils équipent en mobiliers en nombre suffisant. Ils ont aussi le devoir de réhabiliter des bâtiments en ruine. Nous leur suggérons également la dotation des écoles qui en ont besoin de latrines pour permettre aux écoliers d'avoir là où déféquer.

A ces élus locaux, nous proposons de poursuivre pour ceux qui le font déjà et de commencer pour ceux qui ne font pas encore d'associer les bénéficiaires que sont les APE, les D/EPP et les membres de la CAPE à toutes sortes de décisions allant dans les intérêts des écoles pour éviter les frustrations. Ceci a pour avantage de connaître réellement les besoins urgents des dites écoles. L'expérience a montré que par endroits, certains élus locaux octroient des choses à des écoles qui n'en ont pas besoin ou à qui cela ne constitue point une priorité.

En matière de gestion des fonds, la confiance n'est pas toujours au rendez-vous. C'est en cela que nous proposons aux élus locaux

d'accepter en toute franchise le suivi de leurs actions par le pouvoir central sur le terrain et de mettre en place un système de compte-rendu périodique à la hiérarchie. Ceci va donner plus de crédibilité aux bailleurs de fonds et aux ONG intervenant dans le secteur.

Aussi avons-nous le devoir de suggérer aux élus locaux la motivation des enseignants de leur commune respective à travers des prix, des primes d'excellence, des publications de nom dans les bulletins ou des revues à l'instar de ce que fait l'ONG IFESH-BENIN dans ses zones d'intervention.

Certaines dotations du pouvoir central ne reçoivent pas l'assentiment de certains élus locaux d'où l'existence de conflits entre le gouvernement et le niveau local. Or, aujourd'hui, l'important, n'est pas qui a fait ou réalisé ou offert mais que les écoles soient dotées et ne souffrent plus. Une telle situation n'est pas de nature à promouvoir le développement des écoles. Ce rapport nous amène à proposer aux élus locaux d'éviter les fois à venir de bloquer certaines initiatives du gouvernement qui consistent à faire du bien aux écoles. C'est le cas par exemple de l'acquisition de matériels à usage collectif par le gouvernement au profit des écoles et qui n'est pas du goût des Maires qui s'opposent car ils souhaitent que les fonds passent par eux. Voilà de façon ramassée ce que nous entendons proposer aux élus locaux.

Les enseignants, acteurs de l'école, ont eux aussi besoin de quelques suggestions pour leur contribution aux efforts consentis par le gouvernement.

3.2.3. Suggestions à l'endroit des enseignants

Dans la nuit des temps, les écoliers qui avaient bravé les difficultés scolaires étaient ceux qui étaient des courageux. Ils ne craignaient rien. Ils supportaient les punitions que leur infligeaient leurs maîtres notamment le châtiment corporel. Les anciens maîtres avaient usé de bâton pour faire leur enseignement. Mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas. De nos jours, selon l'approche par compétences, les apprenants ne sont plus punis lorsqu'ils commettent des erreurs au cours de leur apprentissage. Ils sont au centre du processus d'enseignement/ apprentissage / évaluation contrairement au passé où les maîtres déversaient sur eux le savoir. Présentement dans les écoles, il est défendu aux enseignants d'user de bâton lors des apprentissages. En termes clairs, il leur appartient de mettre à l'aise les enfants dans les classes sans les entourer d'une quelconque crainte d'où la nécessité de créer un climat de confiance. Le châtiment corporel ne fait pas du bien à l'enfant tant sur les plans physique, moral ou psychique. Il fait partie sans doute des causes qui conduisent un bon nombre d'apprenants à délaisser les classes. Dans ces conditions, les maîtres sont tenus d'aborder les enfants avec plus d'amour.

Un autre obstacle au maintien des écoliers à l'école est celui du redoublement. Aujourd'hui dans les écoles, les maîtres n'évaluent pas leurs apprenants selon l'approche par compétences c'est-à-dire une évaluation basée sur des critères. Mais ils sont plutôt collés à l'évaluation à interprétation normative qui caractérise le programme intermédiaire. Cette pratique ne favorise pas du tout les écoliers. La conséquence directe et immédiate est le redoublement. Or, il y a des enfants lorsqu'ils redoublent, ils ont honte et finissent par abandonner les classes. Ces cas sont légions. C'est pourquoi nous proposons aux enseignants de bien vouloir tenir compte de ces paramètres pour le bonheur des enfants et surtout leur maintien à l'école.

Une autre pratique qui a cours dans les écoles est celle qui consiste à harceler les apprenants. Le cas le plus ignoble est celui des écolières. Les maîtres les engrossent mettant ainsi fin à leurs études. La situation n'est pas du goût du gouvernement. Il a pris un arrêté dans ce sens mais qui malheureusement n'est jamais appliqué. Nous invitons les maîtres qui se livrent à de telles pratiques à cesser et à se conformer au respect de l'arrêté interministériel cité plus haut. Pour terminer, nous suggérons aux enseignants d'accepter se cultiver au jour le jour en vue de se mettre au dessus de leurs écoliers.

Que conseillons-nous aux apprenants pour finir ?

3.3. Conseils aux écoliers

Les conseils que nous envisageons prodiguer aux apprenants sont essentiellement des conseils de courage pour affronter les difficultés de la vie. Les enfants doivent savoir que la vie est un apprentissage. Ils doivent aller à cette école. La vie est faite de difficultés de tout genre. Lorsque les parents ne trouvent pas le minimum, les enfants doivent pouvoir les comprendre et l'accepter ainsi. Mais il faut préalablement les avoir préparés pour. C'est une manière de les conscientiser. Ainsi va la vie. Il faut faire connaître aux enfants, lorsque le besoin se fait sentir, les divers avantages de la scolarisation. Ils doivent comprendre qu'un homme instruit est toujours différent d'un homme analphabète. Enfin, qu'ils comprennent que l'homme est vraiment un apprentissage et que la douleur est son maître.

Nous voici au terme de notre travail. Que retenons-nous grosso modo ?

Conclusion

Les problèmes qui entravent la réussite de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire dans la commune de klouékanmè sont nombreux et variés. De l'analyse que nous venons de faire, il ressort que ces problèmes ont pour origine le dysfonctionnement, le conflit d'attribution des organes de l'Etat ayant en charge la gestion des écoles. A cela, il faut aussi ajouter les causes économiques et sociales qui anéantissent au jour le jour les nombreux efforts déployés par les pouvoirs publics en vue de sauver l'école béninoise. Mais ces difficultés qui handicapent le succès de la gratuité dans la commune de klouékanmè ne sont pas du tout insurmontables. Il faut, comme nous l'avons dit précédemment une synergie d'actions de la part de tous car la réussite de cette ambition n'est pas l'affaire du gouvernement seul encore moins d'une quelconque frange d'acteurs. C'est dire que cela interpelle tous les acteurs du système puisque la problématique de la gratuité de l'enseignement maternel et primaire est un travail d'ensemble qui a besoin de tous les maillons de la chaîne pour que l'on puisse atteindre les objectifs fixés. Dans ce cadre, nous invitons les autorités communales de klouékanmè à faire siennes les recommandations qui leur ont été formulées et les mettre dans leur Plan Communal de Développement.

Bibliographie

Ouvrages de base

Dictionnaire le Petit LAROUSSE, 2006 Compact P 523 et 566.

Dictionnaire Universel, 2008, Editions Hachette, Edicef'' P 407.

Ouvrages

PAUL (L) et BRIMER (M A.), 1971, la déperdition scolaire un problème mondial. Paris, Genève UNESCO-BIE.

CHRITIAN (T), 1989, la réussite de votre enfant c'est aussi votre affaire Cameroun, Edition du Rocher.

Mémoires

de SOUZA (J.P), 1999, Impact de l'absence parentale sur le rendement scolaire : cas du CEG₁ de Lokossa.

GOMIDO (A), 1990, Réflexion sur la Réticence des Parents d'Elèves face à la scolarisation des filles. Cas du District Rural de Klouékanmè, Province du Mono, INFRE Porto-Novo.

AGUEH (F.D) et BONOU (V.M), 1986, les problèmes liés à l'éducation des enfants de parents illettrés.

AMADOU (S.A.B) et SANI (I.S), 1985, le rôle des parents dans la scolarisation de l'enfant.

Autres documents

INFRE, 2010, Module de préparation au Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Conseiller Pédagogique (CAFCEP).

DDPD-MC, 2010, Tableau de bord social 2008 des départements du Mono et du Couffo. Profils socio-économiques et indicateurs de développement.

MEF, 2009, acquis économiques et financiers du Gouvernement. Actions budgétaires pour 2009 Plaquette de vulgarisation.

MEMP, 2008, Médiathèque de l'Education. Textes législatifs et réglementaires du système éducatif.

UNICEF, 2003 / 2004, Rapport sur l'EPT.

MEPS, 2003, Annuaire statistique, SSG₁ / DPP/ MEPS Porto-Novo.

FNUAP, 2003, l'accès et le maintien des filles à tous les niveaux de l'Education. Plaquette de plaidoyer et de sensibilisation.

Annuaire statistique, 2003, Enseignement Maternel, Primaire et Secondaire Publics et Privés.

Manifeste de la jeunesse pour le XVI^{ème} siècle, 1999, Parlement Mondial des Enfants.

Rapport des Commissions, 1990, Actes des Etats Généraux de l'Education.

ATTANASSO (M.O), 2010, Bénin Prestation Efficace des Services Publics de l'Education Une Etude d'AFriMAP et de l'Open Society Initiative for West Africa. (Pris sur Internet PP5-17).

MPDEAP, MEF et MEMP, 2008, Rapport de la Commission Conjointe de suivi des projets et programmes de développement du secteur des Enseignements Maternel et Primaire. (Pris sur Internet PP 29-39).

ANNEXES

Annexe N° 1**Tableau N°13** : Liste des écoles, nombre de classes, effectifs des écoliers, du personnel enseignant et état des infrastructures et du mobilier en 2011

| N° | Ecoles | Nombre de classes | | Effectifs des écoliers | | | Effectifs du personnel | | | | Infrastructures | | Mobilier | |
|----|-----------------|-------------------|-----|------------------------|-----|-----|------------------------|-----|--------|---------|------------------|----------|--------------|---------|
| | | Aut | Ouv | G | F | T | APE | ACE | Autres | Besoins | Module construit | En cours | Tables-bancs | Chaises |
| 01 | Agbago / A | 06 | 06 | 169 | 116 | 285 | 01 | 03 | 0 | 02 | 02 | 0 | 145 | 06 |
| 02 | Agbago / B | 03 | 05 | 140 | 110 | 250 | 02 | 01 | 0 | 03 | 0 | 0 | 75 | 0 |
| 03 | Agbodonhoungnin | 07 | 07 | 196 | 156 | 352 | 02 | 05 | 0 | 01 | 02 | 01 | 135 | 12 |
| 04 | Akimè / A | 06 | 06 | 116 | 100 | 216 | 01 | 04 | 0 | 01 | 02 | 0 | 80 | 09 |
| 05 | Akimè / B | 06 | 06 | 103 | 119 | 222 | 01 | 05 | 0 | 0 | 01 | 0 | 90 | 10 |
| 06 | Adjahonmè / A | 06 | 06 | 167 | 130 | 297 | 03 | 02 | 02 | 0 | 03 | 0 | 114 | 08 |
| 07 | Adjahonmè / C | 04 | 05 | 124 | 94 | 218 | 01 | 01 | 00 | 04 | 0 | 0 | 15 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----|-----------------|----|----|-----|-----|-----|----|----|----|----|----|----|-----|----|
| 08 | Adjahonmè / B | 06 | 06 | 185 | 129 | 314 | 01 | 01 | 02 | 02 | 03 | 0 | 150 | 10 |
| 09 | Avéganmè | 06 | 06 | 192 | 159 | 351 | 01 | 02 | 01 | 02 | 01 | 0 | 92 | 06 |
| 10 | Akouègbadja / A | 06 | 06 | 184 | 138 | 322 | 01 | 04 | 0 | 01 | 01 | 0 | 95 | 07 |
| 11 | Ahogbèya /B | 06 | 06 | 167 | 140 | 307 | 01 | 02 | 01 | 02 | 02 | 0 | 136 | 08 |
| 12 | Ahogbèya /A | 06 | 06 | 187 | 129 | 316 | 01 | 03 | 02 | 0 | 02 | 0 | 160 | 11 |
| 13 | Agomè-Houin | 05 | 06 | 124 | 106 | 230 | 01 | 01 | 01 | 03 | 02 | 0 | 100 | 09 |
| 14 | Avégandji | 06 | 06 | 145 | 129 | 274 | 01 | 05 | 0 | 0 | 01 | 0 | 75 | 06 |
| 15 | Akouègbadja / A | 06 | 06 | 187 | 157 | 344 | 01 | 05 | 0 | 0 | 02 | 0 | 109 | 11 |
| 16 | Ahoudji | 06 | 06 | 111 | 106 | 217 | 01 | 04 | 0 | 01 | 02 | 0 | 123 | 12 |
| 17 | Aglali | 06 | 06 | 150 | 101 | 251 | 01 | 05 | 0 | 0 | 01 | 01 | 90 | 13 |
| 18 | Akouègbadja / C | 04 | 04 | 117 | 65 | 182 | 01 | 01 | 01 | 01 | 02 | 0 | 55 | 03 |
| 19 | Dangnonchihoué | 05 | 06 | 133 | 106 | 239 | 01 | 03 | 0 | 02 | 01 | 0 | 98 | 10 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----|--------------------|----|----|-----|-----|-----|----|----|----|----|----|----|-----|----|
| 20 | Dékandji II/ A | 06 | 06 | 159 | 96 | 255 | 01 | 03 | 0 | 02 | 02 | 0 | 151 | 07 |
| 21 | Djotto / B | 06 | 06 | 131 | 118 | 249 | 01 | 05 | 0 | 0 | 02 | 0 | 101 | 12 |
| 22 | Djotto / A | 06 | 06 | 163 | 101 | 264 | 01 | 03 | 0 | 02 | 02 | 0 | 80 | 14 |
| 23 | Dékandji III | 06 | 06 | 105 | 119 | 224 | 01 | 03 | 01 | 01 | 01 | 01 | 90 | 10 |
| 24 | Djihami | 07 | 06 | 203 | 126 | 329 | 01 | 02 | 02 | 01 | 02 | 01 | 127 | 06 |
| 25 | Davihoué-Ablomey/A | 06 | 06 | 160 | 119 | 279 | 01 | 02 | 02 | 01 | 02 | 0 | 132 | 08 |
| 26 | Dékandji II B | 04 | 04 | 87 | 65 | 152 | 01 | 01 | 0 | 03 | 0 | 0 | 45 | 0 |
| 27 | Dadji | 06 | 06 | 100 | 55 | 155 | 01 | 05 | 0 | 0 | 02 | 0 | 215 | 19 |
| 28 | Davihoué-Ablomey/B | 06 | 06 | 206 | 159 | 365 | 04 | 0 | 0 | 02 | 01 | 01 | 132 | 01 |
| 29 | Dayéhoué | 01 | 01 | 76 | 48 | 124 | 01 | 0 | 0 | 01 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 30 | Davihoué-Ablomey/C | 06 | 06 | 125 | 70 | 195 | 01 | 04 | 01 | 0 | 01 | 0 | 125 | 05 |
| 31 | Ehouzou / A | 06 | 06 | 179 | 130 | 309 | 01 | 05 | 0 | 0 | 02 | 0 | 148 | 06 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----|------------------|----|----|-----|-----|-----|----|----|----|----|----|----|-----|----|
| 32 | Ehouzou / B | 06 | 06 | 144 | 158 | 302 | 01 | 03 | 0 | 02 | 02 | 0 | 138 | 11 |
| 33 | Ehouzou / C | 06 | 06 | 164 | 138 | 302 | 01 | 04 | 0 | 01 | 05 | 0 | 100 | 10 |
| 34 | Fangbédjhoué / A | 06 | 06 | 174 | 184 | 358 | 01 | 05 | 0 | 0 | 01 | 0 | 169 | 06 |
| 35 | Fangbédjhoué / B | 04 | 04 | 98 | 111 | 209 | 01 | 01 | 0 | 03 | 0 | 0 | 09 | 0 |
| 36 | Gahayadji / A | 06 | 06 | 118 | 61 | 179 | 01 | 03 | 01 | 01 | 02 | 0 | 105 | 13 |
| 37 | Gahayadji / B | 06 | 06 | 89 | 28 | 117 | 01 | 03 | 0 | 02 | 0 | 01 | 65 | 0 |
| 38 | Gbowimè | 05 | 05 | 112 | 101 | 213 | 01 | 03 | 0 | 01 | 0 | 01 | 20 | 03 |
| 39 | Glolihoué | 06 | 06 | 120 | 115 | 235 | 01 | 03 | 0 | 02 | 02 | 0 | 150 | 10 |
| 40 | Gbébléhoué | 06 | 06 | 113 | 97 | 210 | 01 | 05 | 0 | 0 | 0 | 0 | 75 | 05 |
| 41 | Gnantchimè | 06 | 06 | 249 | 157 | 406 | 0 | 05 | 0 | 01 | 01 | 0 | 77 | 09 |
| 42 | Golouhoué | 06 | 06 | 150 | 76 | 226 | 01 | 04 | 0 | 01 | 03 | 0 | 106 | 06 |
| 43 | Godohou-Honmy | 06 | 06 | 141 | 100 | 241 | 02 | 03 | 0 | 01 | 01 | 01 | 144 | 03 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----|----------------|----|----|-----|-----|-----|----|----|----|----|----|----|-----|----|
| 44 | Hondjin / B | 07 | 07 | 189 | 127 | 316 | 02 | 02 | 0 | 04 | 03 | 0 | 272 | 19 |
| 45 | Houagnonhoué | 04 | 05 | 123 | 52 | 175 | 01 | 02 | 0 | 03 | 0 | 01 | 75 | 03 |
| 46 | Honfiadjè | 04 | 04 | 45 | 32 | 77 | 02 | 01 | 01 | 01 | 0 | 0 | 15 | 00 |
| 47 | Hondjin / A | 06 | 06 | 195 | 117 | 312 | 01 | 05 | 0 | 0 | 02 | 0 | 122 | 09 |
| 48 | Komè | 04 | 04 | 111 | 82 | 193 | 01 | 03 | 0 | 01 | 01 | 0 | 75 | 07 |
| 49 | Kpévidji | 06 | 08 | 260 | 148 | 408 | 03 | 05 | 0 | 01 | 01 | 0 | 186 | 06 |
| 50 | Kogbétohoué | 06 | 06 | 157 | 116 | 273 | 01 | 03 | 0 | 02 | 02 | 0 | 150 | 10 |
| 51 | Kplakatagon | 06 | 06 | 116 | 98 | 214 | 02 | 03 | 01 | 0 | 02 | 0 | 115 | 20 |
| 52 | Kédji / A | 06 | 06 | 151 | 159 | 310 | 01 | 04 | 0 | 01 | 02 | 0 | 122 | 14 |
| 53 | Klouékanmè / A | 06 | 06 | 259 | 211 | 470 | 03 | 03 | 0 | 0 | 02 | 0 | 130 | 21 |
| 54 | Klouékanmè / B | 06 | 06 | 184 | 207 | 391 | 01 | 03 | 01 | 01 | 02 | 0 | 120 | 12 |
| 55 | Klouékanmè / C | 06 | 06 | 099 | 154 | 253 | 01 | 04 | 01 | 0 | 03 | 0 | 155 | 13 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----|----------------|----|----|-----|-----|-----|----|----|----|----|----|----|-----|----|
| 56 | Klouékanmè / D | 06 | 06 | 202 | 167 | 369 | 01 | 05 | 0 | 0 | 0 | 01 | 109 | 11 |
| 57 | Kitchohoué | 06 | 06 | 141 | 108 | 249 | 01 | 04 | 0 | 01 | 02 | 0 | 126 | 08 |
| 58 | Kédji / B | 06 | 06 | 160 | 111 | 271 | 02 | 03 | 0 | 01 | 02 | 0 | 149 | 06 |
| 59 | Kéyakpahoué | 06 | 06 | 124 | 109 | 233 | 03 | 03 | 0 | 0 | 01 | 0 | 104 | 09 |
| 60 | Kédji / C | 06 | 06 | 132 | 95 | 227 | 02 | 03 | 0 | 01 | 03 | 0 | 104 | 02 |
| 61 | Klossou | 06 | 06 | 125 | 99 | 224 | 01 | 03 | 0 | 02 | 02 | 0 | 150 | 12 |
| 62 | Séhounkohoué | 04 | 04 | 79 | 62 | 141 | 01 | 01 | 01 | 02 | 0 | 0 | 31 | 0 |
| 63 | Séglahoué / B | 06 | 06 | 108 | 111 | 219 | 02 | 04 | 0 | 0 | 02 | 0 | 64 | 07 |
| 64 | Lanta / B | 04 | 04 | 86 | 84 | 170 | 01 | 02 | 0 | 02 | 0 | 0 | 45 | 0 |
| 65 | Lansoudéhoué | 04 | 04 | 80 | 61 | 141 | 01 | 03 | 0 | 01 | 01 | 0 | 45 | 0 |
| 66 | Lanta / A | 06 | 06 | 148 | 142 | 290 | 01 | 05 | 0 | 0 | 02 | 0 | 148 | 05 |
| 67 | Mitohoué | 06 | 06 | 122 | 56 | 178 | 01 | 03 | 0 | 02 | 01 | 0 | 86 | 06 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----|----------------|----|----|-----|-----|-----|----|----|---|----|----|----|-----|----|
| 68 | Minondjou / A | 06 | 06 | 197 | 137 | 334 | 02 | 04 | 0 | 0 | 02 | 0 | 150 | 06 |
| 69 | Minondjou / B | 08 | 06 | 213 | 228 | 441 | 01 | 04 | 0 | 01 | 04 | 0 | 150 | 06 |
| 70 | Nigbogan | 05 | 05 | 118 | 97 | 215 | 01 | 04 | 0 | 02 | 01 | 0 | 148 | 06 |
| 71 | Nigbo / B | 06 | 06 | 113 | 75 | 188 | 01 | 04 | 0 | 01 | 01 | 01 | 75 | 04 |
| 72 | Nigbo / A | 06 | 06 | 108 | 85 | 193 | 02 | 04 | 0 | 0 | 01 | 0 | 148 | 06 |
| 73 | Noutangnihoué | 05 | 05 | 104 | 94 | 198 | 01 | 04 | 0 | 01 | 0 | 01 | | 0 |
| 74 | Olouhoué / A | 06 | 06 | 136 | 97 | 233 | 01 | 04 | 0 | 01 | 02 | 0 | 196 | 08 |
| 75 | Olouhoué / B | 06 | 06 | 112 | 95 | 207 | 01 | 02 | 0 | 03 | 0 | 0 | 65 | 0 |
| 76 | Tokanmè-Kpodji | 06 | 08 | 230 | 201 | 431 | 01 | 06 | 0 | 02 | 03 | 0 | 135 | 07 |
| 77 | Tchokpohoué | 06 | 06 | 124 | 118 | 242 | 01 | 05 | 0 | 0 | 01 | 0 | 135 | 07 |
| 78 | Tchanvédji II | 06 | 06 | 224 | 208 | 432 | 01 | 05 | 0 | 0 | 01 | 01 | 100 | 07 |
| 79 | Tinmanhanhoué | 06 | 06 | 102 | 44 | 146 | 01 | 04 | 0 | 01 | 02 | 0 | 150 | 10 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----|-------------------|----|----|-----|-----|-----|----|----|---|----|----|----|-----|----|
| 80 | Tchikpé / A | 06 | 06 | 177 | 129 | 306 | 01 | 02 | 0 | 03 | 02 | 0 | 111 | 09 |
| 81 | Tchikpé / B | 06 | 06 | 160 | 124 | 284 | 01 | 05 | 0 | 0 | 02 | 0 | 155 | 08 |
| 82 | Tchikpé / C | 06 | 06 | 158 | 140 | 298 | 02 | 04 | 0 | 0 | 02 | 0 | 150 | 11 |
| 83 | Tomètchihoué | 01 | 02 | 56 | 42 | 98 | 01 | 0 | 0 | 02 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 84 | Tolagbamè | 05 | 05 | 112 | 77 | 189 | 01 | 03 | 0 | 02 | 00 | 01 | 20 | 0 |
| 85 | Sawamè-Togodou | 03 | 02 | 05 | 08 | 13 | 01 | 01 | 0 | 01 | 0 | 0 | 36 | 0 |
| 86 | Sawatou | 01 | 01 | 23 | 14 | 37 | 01 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 87 | Sawamè-Houéyiho | 06 | 06 | 119 | 82 | 201 | 01 | 04 | 0 | 01 | 01 | 0 | 150 | 09 |
| 88 | Sawamè-Hossouhoué | 05 | 05 | 161 | 71 | 232 | 01 | 01 | 0 | 03 | 02 | 0 | 150 | 09 |
| 89 | Sèglahoué / A | 06 | 06 | 120 | 114 | 234 | 01 | 05 | 0 | 0 | 02 | 0 | 114 | 10 |
| 90 | Soglonouhoué | 06 | 06 | 194 | 104 | 298 | 02 | 04 | 0 | 0 | 02 | 01 | 164 | 11 |
| 91 | Yénawa II / A | 06 | 06 | 153 | 117 | 270 | 01 | 04 | 0 | 0 | 01 | 0 | 137 | 13 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------|---------------|----|----|--------------|--------------|--------------|------------|------------|-----------|-----------|------------|-----------|--------------|------------|
| 92 | Yénawa II / B | 06 | 06 | 114 | 95 | 209 | 01 | 03 | 0 | 02 | 0 | 0 | 60 | 03 |
| 93 | Tokanmè-Aliho | 06 | 05 | 191 | 121 | 312 | 01 | 04 | 0 | 01 | 02 | 0 | 108 | 08 |
| 94 | Zonou / A | 06 | 06 | 231 | 134 | 365 | 01 | 05 | 0 | 0 | 03 | 0 | 139 | 08 |
| 95 | Zonou / B | 06 | 06 | 153 | 136 | 289 | 01 | 05 | 0 | 0 | 02 | 0 | 75 | 02 |
| 96 | Zonou / C | 04 | 04 | 131 | 60 | 191 | 01 | 02 | 0 | 02 | 0 | 0 | 39 | 0 |
| Ensemble | | | | 13698 | 10577 | 24275 | 120 | 313 | 22 | 84 | 134 | 15 | 10094 | 688 |

Source : SOSP-DDEMP Mono-Couffo

Annexe N° 2

Tableau N° 14 : Synthèse des résultats de fin d'année 2006-2007

| N° | Ecoles | INSCRITS | | | PROMUS | | | REDOUBLANTS | | | Taux de redoublement | ABANDONS | | | Taux d'abandons |
|----|-----------------|----------|-----|-----|--------|-----|-----|-------------|-----|-----|----------------------|----------|----|----|-----------------|
| | | G | F | T | G | F | T | G | F | T | | G | F | T | |
| 01 | Adjahonmè / A | 188 | 184 | 372 | 86 | 85 | 171 | 60 | 42 | 102 | 37,36% | 42 | 57 | 99 | 26,61% |
| 02 | Adjahonmè / B | 263 | 203 | 466 | 126 | 85 | 211 | 119 | 114 | 233 | 50,43% | 18 | 04 | 22 | 4,72% |
| 03 | Agbago | 198 | 151 | 349 | 125 | 78 | 203 | 62 | 47 | 109 | 34,93% | 11 | 26 | 37 | 10,60% |
| 04 | Agbodonhoungnin | 152 | 164 | 316 | 118 | 112 | 230 | 24 | 35 | 59 | 20,41% | 10 | 17 | 27 | 8,54% |
| 05 | Aglali | 126 | 80 | 206 | 92 | 59 | 151 | 13 | 12 | 25 | 14,20% | 21 | 09 | 30 | 14,56% |
| 06 | Agomè-Houin | 65 | 59 | 124 | 43 | 27 | 70 | 03 | 04 | 07 | 9,09% | 19 | 28 | 47 | 37,90% |
| 07 | Ahogbèya / A | 152 | 101 | 253 | 118 | 77 | 195 | 18 | 12 | 30 | 13,33% | 16 | 12 | 28 | 11,06% |
| 08 | Ahogbèya / B | 106 | 91 | 197 | 84 | 56 | 140 | 07 | 14 | 21 | 13,04% | 15 | 21 | 36 | 18,27% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|---------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|----|-----|--------|----|----|-----|--------|
| 09 | Ahoudji | 134 | 114 | 248 | 99 | 82 | 181 | 25 | 23 | 48 | 20,96% | 10 | 09 | 19 | 7,66% |
| 10 | Akimè / A | 146 | 144 | 290 | 77 | 61 | 138 | 50 | 57 | 107 | 43,67% | 19 | 26 | 45 | 15,51% |
| 11 | Akimè / B | 125 | 148 | 273 | 66 | 75 | 141 | 41 | 40 | 81 | 36,48% | 18 | 33 | 51 | 18,68% |
| 12 | Ahouègbadja / A | 198 | 122 | 320 | 112 | 59 | 171 | 41 | 48 | 89 | 34,23% | 45 | 15 | 60 | 18,75% |
| 13 | Ahouègbadja / B | 210 | 127 | 337 | 127 | 64 | 191 | 52 | 45 | 97 | 33,68% | 31 | 18 | 49 | 14,54% |
| 14 | Avégandji | 76 | 61 | 137 | 58 | 31 | 89 | 12 | 12 | 24 | 21,23% | 6 | 18 | 24 | 17,51% |
| 15 | Avéganmè | 95 | 82 | 177 | 55 | 46 | 101 | 16 | 24 | 40 | 28,36% | 24 | 12 | 36 | 20,33% |
| 16 | Dadji | 83 | 56 | 139 | 61 | 41 | 102 | 09 | 06 | 15 | 12,82% | 13 | 09 | 22 | 15,82% |
| 17 | Dangnonchihoué | 109 | 74 | 183 | 66 | 38 | 104 | 30 | 23 | 53 | 33,75% | 13 | 13 | 26 | 14,20% |
| 18 | Davihoué-Ablomè / A | 225 | 198 | 423 | 165 | 112 | 277 | 39 | 34 | 73 | 20,85% | 21 | 52 | 73 | 17,25% |
| 19 | Davihoué-Ablomè / B | 264 | 204 | 468 | 144 | 108 | 252 | 49 | 54 | 103 | 29,01% | 71 | 42 | 113 | 24,14% |
| 20 | Davihoué-Ablomè / C | 99 | 65 | 164 | 58 | 38 | 96 | 19 | 14 | 33 | 25,58% | 22 | 13 | 35 | 21,34% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|---------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|----|-----|--------|----|----|-----|--------|
| 21 | Dékandji II | 193 | 166 | 359 | 124 | 68 | 192 | 63 | 65 | 128 | 40% | 06 | 33 | 39 | 10,86% |
| 22 | Dékandji III | 144 | 115 | 259 | 84 | 60 | 144 | 33 | 28 | 61 | 29,75% | 27 | 27 | 54 | 20,84% |
| 23 | Djihami | 189 | 120 | 309 | 123 | 62 | 185 | 43 | 39 | 82 | 30,71% | 23 | 19 | 42 | 13,59% |
| 24 | Djotto / A | 185 | 145 | 330 | 95 | 66 | 161 | 48 | 49 | 97 | 37,59% | 42 | 30 | 72 | 21,81% |
| 25 | Djotto / B | 117 | 120 | 237 | 71 | 68 | 139 | 21 | 28 | 49 | 26,06% | 25 | 24 | 49 | 20,67% |
| 26 | Ehouzou / A | 237 | 178 | 415 | 141 | 101 | 242 | 82 | 66 | 148 | 37,94% | 14 | 11 | 25 | 6,02% |
| 27 | Ehouzou / B | 162 | 150 | 312 | 105 | 103 | 208 | 35 | 41 | 76 | 26,76% | 22 | 06 | 28 | 8,97% |
| 28 | Ehouzou / C | 178 | 128 | 306 | 110 | 72 | 182 | 50 | 38 | 88 | 32,59% | 18 | 18 | 36 | 11,76% |
| 29 | Fangbédjihoué | 159 | 133 | 292 | 118 | 85 | 203 | 41 | 48 | 89 | 30,47% | 00 | 00 | 00 | 0% |
| 30 | Gahayadji | 216 | 148 | 364 | 115 | 111 | 226 | 12 | 10 | 22 | 8,87% | 89 | 27 | 116 | 31,86% |
| 31 | Gbébléhoué | 79 | 46 | 125 | 53 | 37 | 90 | 00 | 00 | 00 | 0% | 26 | 09 | 38 | 28% |
| 32 | Glolihoué | 156 | 140 | 296 | 83 | 61 | 144 | 23 | 19 | 42 | 22,58% | 50 | 60 | 110 | 37,16% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|---------------|-----|-----|-----|-----------------------------|-----|-----|----|----|-----|--------|----|----|----|--------|
| 33 | Gnantchimè | 234 | 134 | 368 | 178 | 100 | 278 | 16 | 11 | 27 | 8,85% | 40 | 23 | 63 | 17,11% |
| 34 | Godohou-Honmy | 138 | 84 | 222 | 101 | 59 | 160 | 13 | 11 | 24 | 13,04% | 24 | 14 | 38 | 17,11% |
| 35 | Golouhoué | 120 | 62 | 182 | 63 | 37 | 100 | 43 | 23 | 66 | 39,75% | 14 | 02 | 16 | 8,79% |
| 36 | Houagnonhoué | 32 | 20 | 52 | 28 | 14 | 42 | 00 | 00 | 00 | 0% | 04 | 06 | 10 | 19,23% |
| 37 | Hondjin / A | 210 | 133 | 343 | 115 | 60 | 175 | 65 | 36 | 101 | 36,59% | 30 | 37 | 67 | 19,59% |
| 38 | Hondjin / B | 119 | 66 | 185 | 72 | 45 | 117 | 12 | 07 | 19 | 13,97% | 35 | 14 | 49 | 26,48% |
| 39 | Kédji / A | 180 | 167 | 347 | 137 | 125 | 262 | 18 | 25 | 43 | 14,09% | 25 | 17 | 42 | 12,10% |
| 40 | Kédji / B | 168 | 149 | 317 | 117 | 96 | 213 | 31 | 32 | 63 | 22,82% | 20 | 21 | 41 | 12,93% |
| 41 | Kédji / C | 200 | 136 | 336 | 104 | 62 | 166 | 54 | 35 | 89 | 34,90% | 42 | 39 | 81 | 24,10% |
| 42 | Kéyakpahoué | 106 | 76 | 182 | 74 | 50 | 124 | 25 | 20 | 45 | 26,62% | 07 | 06 | 13 | 7,14% |
| 43 | Kitchohoué | - | - | - | Pas de données statistiques | | | | | | | | | | |
| 44 | Klossou | 110 | 99 | 209 | 84 | 67 | 151 | 21 | 26 | 47 | 23,75% | 05 | 06 | 11 | 5,26% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|--------|----|----|-----|--------|
| 45 | Klouékanmè / A | 327 | 253 | 580 | 185 | 141 | 326 | 121 | 76 | 197 | 37,66% | 21 | 36 | 57 | 9,82% |
| 46 | Klouékanmè / B | 249 | 180 | 429 | 144 | 94 | 238 | 55 | 44 | 99 | 29,37% | 50 | 42 | 92 | 21,44% |
| 47 | Klouékanmè / C | 225 | 196 | 421 | 136 | 117 | 253 | 61 | 55 | 116 | 31,43% | 28 | 24 | 52 | 12,35% |
| 48 | Klouékanmè / D | 70 | 76 | 146 | 61 | 52 | 113 | 03 | 08 | 11 | 8,87% | 06 | 16 | 22 | 15,06% |
| 49 | Kogbétohoué | 96 | 74 | 170 | 63 | 38 | 101 | 23 | 25 | 48 | 32,21% | 10 | 11 | 21 | 12,35% |
| 50 | Komè | 82 | 66 | 148 | 70 | 59 | 129 | 01 | 07 | 08 | 5,83% | 11 | 00 | 11 | 7,43% |
| 51 | Kpévidji | 225 | 110 | 335 | 147 | 73 | 220 | 40 | 16 | 56 | 20,28% | 38 | 21 | 59 | 17,61% |
| 52 | Kplakatagon | 158 | 95 | 253 | 71 | 75 | 146 | 32 | 19 | 51 | 25,88% | 55 | 01 | 56 | 22,13% |
| 53 | Lansoudéhoué | 65 | 56 | 121 | 38 | 24 | 62 | 14 | 12 | 26 | 29,54% | 13 | 20 | 33 | 27,27% |
| 54 | Lanta | 228 | 176 | 404 | 143 | 110 | 253 | 40 | 31 | 71 | 21,91% | 45 | 35 | 80 | 19,80% |
| 55 | Minondjou / A | 240 | 238 | 478 | 114 | 77 | 191 | 42 | 68 | 110 | 36,54% | 84 | 93 | 177 | 37,02% |
| 56 | Minondjou / B | 214 | 232 | 446 | 114 | 93 | 207 | 61 | 56 | 117 | 36,11% | 39 | 83 | 122 | 27,35% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|-------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|----|-----|--------|----|----|----|--------|
| 57 | Mitohoué | 138 | 117 | 255 | 80 | 49 | 129 | 21 | 09 | 30 | 18,86% | 37 | 59 | 96 | 37,64% |
| 58 | Nigbo | 197 | 188 | 385 | 109 | 106 | 215 | 38 | 42 | 80 | 27,11% | 50 | 40 | 90 | 23,37% |
| 59 | Nigbogan | 82 | 69 | 151 | 51 | 37 | 88 | 17 | 19 | 36 | 29,03% | 14 | 13 | 27 | 17,88% |
| 60 | Olouhoué | 222 | 170 | 392 | 142 | 114 | 256 | 29 | 33 | 62 | 19,49% | 51 | 23 | 74 | 18,87% |
| 61 | Sawamè-Hossouhoué | 84 | 48 | 132 | 47 | 25 | 72 | 26 | 15 | 41 | 36,28% | 11 | 08 | 19 | 14,39% |
| 62 | Sawamè-Houéyiho | 147 | 113 | 260 | 80 | 69 | 149 | 65 | 44 | 109 | 42,24% | 02 | 00 | 02 | 0,76% |
| 63 | Sawamè-Togodou | 32 | 19 | 51 | 17 | 11 | 28 | 00 | 00 | 00 | 0% | 15 | 08 | 23 | 45,09% |
| 64 | Sèglahoué / A | 123 | 125 | 248 | 80 | 79 | 159 | 37 | 32 | 69 | 30,26% | 06 | 14 | 20 | 8,06% |
| 65 | Sèglahoué / B | 110 | 106 | 216 | 80 | 77 | 157 | 17 | 13 | 30 | 16,04% | 13 | 16 | 29 | 13,42% |
| 66 | Séhoukhoué | 15 | 11 | 26 | 08 | 08 | 16 | 00 | 00 | 00 | 0% | 07 | 03 | 10 | 38,46% |
| 67 | Soglonouhoué | 178 | 157 | 335 | 154 | 139 | 293 | 16 | 08 | 24 | 7,57% | 08 | 10 | 18 | 5,73% |
| 68 | Tchanvédji II | 147 | 145 | 292 | 116 | 101 | 217 | 10 | 26 | 36 | 14,22 | 21 | 18 | 39 | 13,35% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------|----------------|-------|------|-------|------|------|-------|------|------|------|--------|------|------|------|--------|
| 69 | Tchikpé / A | 163 | 115 | 278 | 103 | 69 | 172 | 35 | 34 | 69 | 28,63% | 25 | 12 | 37 | 13,30% |
| 70 | Tchikpé / B | 156 | 127 | 283 | 102 | 66 | 168 | 33 | 37 | 70 | 29,41% | 21 | 24 | 45 | 15,90% |
| 71 | Tchikpé / C | 118 | 92 | 210 | 74 | 65 | 139 | 36 | 19 | 55 | 28,35% | 08 | 08 | 16 | 7,61% |
| 72 | Tchokpohoué | 109 | 105 | 214 | 85 | 72 | 157 | 06 | 12 | 18 | 6,54% | 18 | 21 | 39 | 18,22% |
| 73 | Tinmanhanhoué | 75 | 51 | 126 | 60 | 39 | 99 | 08 | 05 | 13 | 11,60% | 07 | 07 | 14 | 11,11% |
| 74 | Tokanmè-Aliho | 208 | 129 | 337 | 147 | 79 | 226 | 61 | 50 | 111 | 32,93% | 00 | 00 | 00 | 0% |
| 75 | Tokanmè-Kpodji | 158 | 208 | 366 | 117 | 124 | 241 | 13 | 34 | 47 | 16,31% | 28 | 50 | 78 | 31,31% |
| 76 | Tolagbamè | 23 | 36 | 59 | 17 | 23 | 40 | 04 | 09 | 13 | 24,52% | 02 | 04 | 06 | 10,16% |
| 77 | Yénawa II | 210 | 180 | 390 | 136 | 104 | 240 | 39 | 30 | 39 | 22,33% | 35 | 46 | 81 | 20,76% |
| 78 | Zonou / A | 225 | 136 | 361 | 137 | 71 | 208 | 55 | 56 | 111 | 34,79% | 33 | 09 | 42 | 11,63% |
| 79 | Zonou / B | 148 | 69 | 217 | 82 | 40 | 122 | 31 | 13 | 44 | 26,50% | 35 | 16 | 51 | 23,50% |
| ENSEMBLE | | 11893 | 9411 | 21304 | 7485 | 5463 | 12948 | 2528 | 2274 | 4802 | 27,05% | 1880 | 1674 | 3554 | 16,68% |

SOURCE : CS KLOUEKANME

Annexe N° 3**Tableau N° 15:** Synthèse des résultats de fin d'année 2008-2009

| N° | Ecoles | INSCRITS | | | PROMUS | | | REDOUBLANTS | | | Taux de redoublement | ABANDONS | | | Taux d'abandons |
|----|---------------------|----------|-----|-----|--------|-----|-----|-------------|----|-----|----------------------|----------|----|-----|-----------------|
| | | G | F | T | G | F | T | G | F | T | | G | F | T | |
| 01 | Adjahonmè / A | 201 | 116 | 317 | 90 | 51 | 141 | 55 | 19 | 74 | 34,41% | 56 | 46 | 102 | 32,17% |
| 02 | Adjahonmè / B | 194 | 144 | 338 | 63 | 98 | 161 | 120 | 24 | 144 | 47,21% | 11 | 22 | 33 | 9,76% |
| 03 | Adjahonmè / C | 91 | 66 | 157 | 63 | 55 | 118 | 28 | 10 | 38 | 24,35% | 00 | 01 | 01 | 0,63% |
| 04 | Agbago / A | 199 | 130 | 329 | 129 | 78 | 207 | 20 | 25 | 45 | 17,85% | 50 | 27 | 77 | 8,20% |
| 05 | Agbago / B | 121 | 94 | 215 | 65 | 47 | 112 | 08 | 08 | 16 | 12,5% | 48 | 39 | 87 | 40,46% |
| 06 | Agbodonhoungni n | 183 | 171 | 354 | 113 | 112 | 225 | 50 | 44 | 94 | 29,46% | 20 | 15 | 35 | 9,88% |
| 07 | Aglali | 173 | 120 | 293 | 105 | 82 | 187 | 31 | 29 | 60 | 24,29% | 37 | 09 | 46 | 15,69% |
| 08 | Agomè-Houin | 102 | 93 | 195 | 60 | 68 | 128 | 03 | 00 | 03 | 2,29% | 29 | 25 | 64 | 32,82% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|-------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|----|-----|--------|----|----|-----|--------|
| 09 | Ahogbèya / A | 166 | 124 | 290 | 132 | 91 | 223 | 16 | 11 | 27 | 10,8% | 18 | 22 | 40 | 13,79% |
| 10 | Ahogbèya / B | 146 | 115 | 261 | 146 | 88 | 231 | 00 | 13 | 13 | 5,26% | 00 | 14 | 14 | 5,36% |
| 11 | Ahoudji | 112 | 119 | 231 | 81 | 89 | 170 | 22 | 19 | 41 | 19,43% | 09 | 11 | 20 | 8,65% |
| 12 | Akimè / A | 113 | 114 | 227 | 90 | 73 | 163 | 15 | 25 | 40 | 19,70% | 08 | 16 | 24 | 10,57% |
| 13 | Akimè / B | 94 | 120 | 214 | 94 | 96 | 170 | 13 | 17 | 30 | 15% | 07 | 07 | 14 | 6,54% |
| 14 | Akouègbadja /A | 196 | 138 | 334 | 143 | 103 | 246 | 34 | 22 | 56 | 18,54% | 07 | 05 | 12 | 9,58% |
| 15 | Akouègbadja / B | 178 | 203 | 381 | 113 | 049 | 262 | 58 | 49 | 107 | 28,99% | 07 | 05 | 12 | 3,14% |
| 16 | Avégandji | 110 | 90 | 200 | 76 | 60 | 136 | 18 | 15 | 33 | 19,52% | 16 | 15 | 31 | 15,5% |
| 17 | Avéganmè | 320 | 155 | 475 | 260 | 106 | 366 | 00 | 0 | 00 | % | 60 | 49 | 109 | 22,94% |
| 18 | Dadji | 111 | 87 | 198 | 59 | 46 | 105 | 22 | 12 | 34 | 24,46% | 30 | 29 | 59 | 29,79% |
| 19 | Dangnonchihoué | 171 | 123 | 294 | 115 | 84 | 199 | 36 | 27 | 64 | 24,04% | 20 | 12 | 32 | 10,88% |
| 20 | Davihoué-Ablomè/A | 230 | 205 | 435 | 148 | 130 | 278 | 29 | 39 | 68 | 19,65% | 63 | 36 | 89 | 20,45% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|-------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|----|-----|--------|----|----|----|--------|
| 21 | Davihoué-Ablomè/B | 260 | 209 | 469 | 171 | 133 | 304 | 35 | 42 | 77 | 20,20% | 54 | 34 | 88 | 18,76% |
| 22 | Davihoué-Ablomè/C | 143 | 85 | 228 | 107 | 68 | 175 | 36 | 17 | 53 | 23,24% | 00 | 00 | 00 | 0% |
| 23 | Dékandji II | 178 | 145 | 323 | 76 | 130 | 206 | 13 | 11 | 24 | 10,43% | 89 | 04 | 93 | 28,79% |
| 24 | Dékandji III | 147 | 98 | 245 | 86 | 68 | 154 | 39 | 10 | 49 | 24,13% | 22 | 20 | 24 | 17,14% |
| 25 | Djihami | 192 | 135 | 327 | 136 | 87 | 223 | 23 | 21 | 44 | 16,47% | 33 | 27 | 60 | 18,34% |
| 26 | Djotto / A | 176 | 118 | 294 | 119 | 80 | 199 | 26 | 16 | 42 | 17,42% | 31 | 22 | 53 | 18,02% |
| 27 | Djotto / B | 122 | 131 | 253 | 80 | 87 | 167 | 14 | 18 | 32 | 16,08% | 28 | 26 | 54 | 21,34% |
| 28 | Ehouzou /A | 203 | 163 | 366 | 122 | 97 | 219 | 67 | 56 | 123 | 35,96% | 14 | 10 | 24 | 6,55% |
| 29 | Ehouzou / B | 176 | 162 | 338 | 74 | 72 | 146 | 72 | 64 | 136 | 48,22% | 30 | 26 | 56 | 16,56% |
| 30 | Ehouzou / C | 188 | 129 | 317 | 115 | 68 | 183 | 45 | 44 | 89 | 32,72% | 28 | 17 | 45 | 14,19% |
| 31 | Fangbédjihoué | 252 | 227 | 478 | 198 | 191 | 189 | 54 | 36 | 90 | 18,78% | 00 | 00 | 00 | % |
| 32 | Gahayadji / A | 98 | 57 | 155 | 61 | 17 | 78 | 15 | 12 | 27 | 25,71% | 22 | 28 | 50 | 32,25% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|---------------|-----|-----|-----|-----------------------------|-----|-----|-----|----|-----|--------|----|----|-----|--------|
| 33 | Gahayadji / B | 107 | 42 | 149 | 35 | 14 | 49 | 30 | 20 | 50 | 50,50% | 42 | 08 | 50 | 33,55% |
| 34 | Gbébléhoué | 126 | 83 | 209 | 68 | 49 | 117 | 33 | 15 | 48 | 19,09% | 25 | 19 | 44 | 21,05% |
| 35 | Gbowimè | 83 | 90 | 173 | 76 | 77 | 153 | 03 | 03 | 06 | 3,77% | 04 | 10 | 14 | 8,09% |
| 36 | Glolihoué | 112 | 105 | 217 | 77 | 74 | 151 | 14 | 10 | 24 | 13,71% | 21 | 21 | 42 | 19,35% |
| 37 | Gnantchimè | 270 | 166 | 436 | 117 | 60 | 177 | 102 | 63 | 165 | 48,24% | 51 | 43 | 94 | 21,55% |
| 38 | Godohou-Honmy | 171 | 148 | 319 | 135 | 120 | 255 | 23 | 21 | 44 | 14,71% | 13 | 07 | 20 | 6,26% |
| 39 | Golouhoué | 150 | 88 | 238 | 114 | 72 | 186 | 08 | 05 | 13 | 6,53% | 28 | 11 | 39 | 16,38% |
| 40 | Houagnonhoué | 00 | 00 | 00 | Pas de données statistiques | | | | | | | | | | |
| 41 | Hondjin /A | 147 | 156 | 303 | 48 | 97 | 145 | 41 | 15 | 56 | 27,58% | 58 | 44 | 102 | 33,66% |
| 42 | Hondjin / B | 220 | 162 | 382 | 125 | 108 | 233 | 19 | 10 | 29 | 11,06% | 76 | 44 | 120 | 31,41% |
| 43 | Honfiadjè | 37 | 26 | 63 | 25 | 23 | 48 | 00 | 01 | 01 | 2,04% | 12 | 02 | 14 | 22,22% |
| 44 | Kédji / A | 169 | 176 | 345 | 115 | 112 | 227 | 10 | 23 | 33 | 12,22% | 44 | 41 | 85 | 23,94% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|----|-----|--------|----|----|----|--------|
| 45 | Kédji / B | 166 | 124 | 290 | 109 | 77 | 186 | 31 | 27 | 58 | 23,77% | 26 | 20 | 46 | 15,86% |
| 46 | Kédji / C | 197 | 130 | 327 | 105 | 74 | 179 | 26 | 24 | 50 | 21,83% | 66 | 32 | 98 | 29,96% |
| 47 | Kéyakpahoué | 121 | 96 | 217 | 91 | 61 | 152 | 20 | 23 | 43 | 22,05% | 10 | 12 | 22 | 10,13% |
| 48 | Kitchohoué | 174 | 105 | 279 | 166 | 97 | 263 | 00 | 00 | 00 | 0% | 08 | 08 | 16 | 5,73% |
| 49 | Klossou | 88 | 85 | 173 | 72 | 61 | 133 | 14 | 18 | 32 | 19,39% | 02 | 06 | 08 | 4,62% |
| 50 | Klouékanmè / A | 261 | 201 | 462 | 205 | 132 | 337 | 56 | 52 | 108 | 24,26% | 00 | 17 | 17 | 3,67% |
| 51 | Klouékanmè / B | 220 | 177 | 397 | 130 | 99 | 229 | 44 | 50 | 94 | 29,10% | 46 | 28 | 74 | 18,63% |
| 52 | Klouékanmè / C | 226 | 205 | 431 | 167 | 143 | 310 | 43 | 39 | 82 | 20,91% | 16 | 23 | 39 | 9,04% |
| 53 | Klouékanmè / D | 187 | 174 | 361 | 113 | 89 | 202 | 34 | 31 | 65 | 24,34% | 40 | 54 | 94 | 26,03% |
| 54 | Kogbétohoué | 64 | 58 | 122 | 20 | 11 | 31 | 26 | 36 | 62 | 66,66% | 18 | 11 | 29 | 23,77% |
| 55 | Komè | 153 | 106 | 259 | 121 | 69 | 190 | 11 | 16 | 27 | 12,44% | 21 | 28 | 52 | 16,21% |
| 56 | Kpévidji | 266 | 156 | 422 | 195 | 110 | 305 | 29 | 18 | 47 | 13,35% | 42 | 28 | 70 | 16,58% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|---------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|----|----|--------|----|----|----|--------|
| 57 | Kplakatagon | 164 | 98 | 262 | 132 | 77 | 209 | 16 | 16 | 32 | 13,27% | 16 | 05 | 21 | 8,01% |
| 58 | Lansoudéhoué | 99 | 71 | 170 | 73 | 33 | 106 | 05 | 06 | 11 | 9,40% | 21 | 32 | 53 | 31,17% |
| 59 | Lanta | 240 | 203 | 443 | 174 | 148 | 322 | 21 | 17 | 38 | 10,55% | 45 | 38 | 83 | 18,73% |
| 60 | Minondjou / A | 183 | 166 | 349 | 134 | 97 | 231 | 45 | 49 | 94 | 28,92% | 04 | 20 | 24 | 6,87% |
| 61 | Minondjou / B | 236 | 180 | 416 | 142 | 110 | 252 | 54 | 44 | 98 | 14,86% | 40 | 26 | 66 | 15,86 |
| 62 | Mitohoué | 101 | 78 | 179 | 68 | 34 | 102 | 12 | 13 | 25 | 19,68% | 21 | 31 | 52 | 29,05% |
| 63 | Nigbo / A | 120 | 100 | 220 | 82 | 63 | 145 | 15 | 10 | 25 | 14,70% | 23 | 27 | 50 | 22,32% |
| 64 | Nigbo / B | 82 | 68 | 150 | 77 | 52 | 129 | 01 | 01 | 02 | 1,52% | 05 | 15 | 19 | 12,66% |
| 65 | Nigbogan | 98 | 77 | 175 | 62 | 50 | 112 | 11 | 06 | 17 | 13,17% | 25 | 21 | 46 | 20,28% |
| 66 | Noutangnihoué | 74 | 75 | 149 | 65 | 71 | 136 | 05 | 01 | 06 | 4,22% | 04 | 03 | 07 | 4,69% |
| 67 | Olouhoué / A | 148 | 128 | 276 | 113 | 86 | 199 | 11 | 12 | 23 | 10,36% | 24 | 30 | 54 | 19,56% |
| 68 | Olouhoué / B | 102 | 88 | 190 | 65 | 54 | 119 | 10 | 06 | 16 | 11,85% | 27 | 28 | 55 | 28,94% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|-------------------|-----------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|----|----|-----|--------|----|----|----|--------|
| 69 | Sawamè-Hossouhoué | Pas de données statistiques | | | | | | | | | | | | | |
| 70 | Sawamè-Houéyiho | 156 | 100 | 256 | 82 | 46 | 128 | 22 | 17 | 39 | 23,35% | 52 | 37 | 89 | 34,76% |
| 71 | Sawamè-Togodou | 59 | 26 | 85 | 38 | 20 | 58 | 00 | 00 | 00 | 0% | 21 | 06 | 27 | 31,76% |
| 72 | Séglahoué / A | 128 | 132 | 260 | 86 | 95 | 181 | 29 | 27 | 56 | 23,62% | 13 | 10 | 23 | 8,84% |
| 73 | Séglahoué / B | 108 | 110 | 218 | 78 | 75 | 153 | 19 | 22 | 41 | 18,80% | 11 | 13 | 24 | 10,90% |
| 74 | Séhounkohoué | 61 | 40 | 101 | 42 | 26 | 68 | 04 | 02 | 06 | 8,18% | 15 | 12 | 27 | 26,73% |
| 75 | Soglonouhoué | 233 | 169 | 402 | 169 | 97 | 260 | 41 | 23 | 64 | 20,75% | 29 | 49 | 78 | 19,40% |
| 76 | Tchanvédji II | 220 | 234 | 462 | 137 | 114 | 251 | 54 | 81 | 135 | 34,97% | 37 | 39 | 76 | 16,45% |
| 77 | Tchikpé / A | 182 | 122 | 304 | 114 | 80 | 194 | 38 | 24 | 62 | 24,21% | 30 | 18 | 48 | 15,78% |
| 78 | Tchikpé / B | 166 | 138 | 304 | 112 | 95 | 207 | 30 | 26 | 56 | 21,29% | 24 | 17 | 41 | 13,48% |
| 79 | Tchikpé / C | 175 | 136 | 311 | 121 | 80 | 221 | 37 | 28 | 65 | 24,43% | 17 | 28 | 45 | 14,46% |
| 80 | Tchokpohoué | 90 | 66 | 156 | 48 | 13 | 61 | 13 | 25 | 38 | 38,38% | 29 | 28 | 57 | 36,53% |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------|----------------|-------|-------|-------|------|------|--------|------|------|------|--------|------|------|------|--------|
| 81 | Tinmanhanhoué | 124 | 103 | 220 | 89 | 78 | 167 | 17 | 10 | 27 | 13,91% | 18 | 15 | 33 | 14,53% |
| 82 | Tokanmè-Aliho | 207 | 133 | 340 | 145 | 101 | 246 | 36 | 24 | 60 | 19,60% | 26 | 08 | 34 | 10% |
| 83 | Tokanmè-Kpodji | 250 | 249 | 499 | 174 | 135 | 309 | 23 | 60 | 83 | 21,07% | 53 | 54 | 107 | 21,44% |
| 84 | Tolagbamè | 104 | 73 | 177 | 74 | 54 | 128 | 02 | 02 | 04 | 3,03% | 28 | 17 | 54 | 27,11% |
| 85 | Yénawa II / A | 167 | 133 | 300 | 119 | 90 | 209 | 21 | 22 | 43 | 17,06% | 27 | 21 | 48 | 16% |
| 86 | Yénawa II / B | 108 | 75 | 183 | 66 | 39 | 105 | 18 | 14 | 32 | 23,35% | 24 | 22 | 46 | 25,13% |
| 87 | Zonou / A | 292 | 147 | 439 | 228 | 118 | 346 | 18 | 07 | 27 | 6,73% | 46 | 22 | 68 | 15,48% |
| 88 | Zonou / B | 111 | 120 | 231 | 70 | 94 | 164 | 11 | 13 | 24 | 12,76% | 30 | 13 | 43 | 18,61% |
| ENSEMBLE | | 13657 | 10683 | 24340 | 9072 | 6958 | 160030 | 2263 | 1893 | 4156 | 20,58% | 2312 | 1842 | 4154 | 17,06% |

SOURCE : CS KLOUEKANME

Annexe 4

Questionnaire adressé aux enseignants.

Sexe :

Statut :

.....

Ecole :

.....

Ancienneté :

.....

Cours

tenu :

.....

1- Pouvez-vous nous énumérer les différentes raisons de la décision de la gratuité en faveur de l'enseignement primaire ?

Re.....

.....

2- En votre qualité d'enseignant, comment avez-vous accueilli cette décision ?

Re.....

.....

3 - Quels en sont les avantages ?

Re.....

.....

4 - quels sont selon vous , les méfaits de cette mesure ?

Re.....

.....

.....5- La gratuité à elle seule suffit-elle pour épargner les écoliers de leurs difficultés scolaires ?

Re.....
.....

6 – Quelles mesures envisagez-vous pour rendre efficace et durable cette mesure de gratuité ?

Re.....
.....
.....

7 – Quelles solutions préconisez-vous pour éradiquer les points négatifs ?

Re.....
.....
.....

Annexe 5

Questionnaire adressé aux parents d'élèves.

Profession :

.....

1- Est-il indispensable d'inscrire un enfant à l'école ?

Re.....

.....

2- Quels sont les avantages liés à cet acte ?

Re.....

.....

3- Combien d'enfants avez-vous ?

Re.....

.....

.....

.....

4 - combien avez inscrit à l'école avant le phénomène de la gratuité ?

Re.....

.....

.....

5 - combien en avez-vous inscrit à l'école après la décision de la gratuité de l'école primaire ?

Re.....

.....

.....

6- Quelles sont vos difficultés à inscrire vos enfants à l'école ?

Re.....
.....
.....

7- Quelles sont les principales causes de ces difficultés ?

Re.....
.....
.....

8 – Que faites-vous pour surmonter ces difficultés ?

Re.....
.....
.....

9- Comment trouvez-vous la décision de la gratuité de l'enseignement primaire ?

Re.....
.....

10-Quelles sont les causes d'une telle décision ?

Re.....
.....

11 – Trouvez-vous un inconvénient à la gratuité de l'école primaire ?

Re.....
.....

12 – La gratuité suffit-elle pour garantir à l'apprenant une bonne scolarisation ?

Re.....
.....

Annexe 6

Questionnaire adressé aux apprenants

Ecole :

.....

Classe :

.....

Age :

.....

1-As-tu appris que l'Etat a demandé aux parents d'inscrire tous leurs enfants à l'école parce qu'elle est devenue gratuite ?

Re.....

.....

1-1 Que signifie pour toi gratuité de l'école ?

Re.....

.....

2 – Y a –t –il encore des enfants de ton âge laissés à la maison ?

Re.....pourquoi ?.....

.....

3 – Toi tu as la chance d'être envoyé à l'école. Quelles sont les difficultés que tu rencontres ?

Re.....

.....

4 – Combien prends-tu les matins pour le petit déjeuner ?

Re.....
.....

5 – Manges-tu bien les soirs avant de te coucher ?

Re.....
.....

6 – Est-ce que tes parents parviennent-ils à t'acheter les fournitures scolaires que ton maître te demande à l'école ?

En totalité ? Oui non

En partie ? Oui non

Pas du tout ? Oui non

7 – Es-tu orphelin de père ? de mère ? de père et de mère ?

8 – Qui s'occupe de toi ?

Re.....
.....

9- Connais-tu quelques avantages de la gratuité ? si oui, cite-moi quelques-uns

Re.....
.....

Table des matières

| | |
|--|-----|
| Sommaire..... | i |
| Dédicace | ii |
| Remerciements..... | iii |
| Sigles et abréviations..... | iv |
| Avant-propos..... | v |
| Liste des tableaux..... | vi |
| Introduction..... | 1 |
| Première partie : cadre théorique et approche méthodologique..... | 3 |
| chapitre I : Cadre théorique..... | 4 |
| 1. Problématique | 4 |
| 1.1. Les objectifs du travail..... | 5 |
| 1.2. Intérêt et revue de la littérature..... | 6 |
| 1.3. Hypothèses..... | 7 |
| 2. Cadre conceptuel et physique..... | 7 |
| 2.1. Cadre conceptuel | 7 |
| 2-2 : Cadre physique..... | 8 |
| Chapitre II : cadre méthodologique..... | 9 |
| 1. Echantillonnage | 9 |
| 2-Elaboration des outils d'investigation et difficultés rencontrées..... | 10 |
| Deuxième partie Présentation des résultats suivie d'analyses..... | |
| Chapitre I : Les différentes raisons liées à la décision conduisant à la gratuité de l'enseignement maternel et primaire..... | 12 |
| 1. Causes économiques et sociales..... | 13 |
| 1-1 : causes économiques..... | 13 |
| 1-2 : Causes sociales..... | 16 |
| 2-Causes liées au système éducatif lui-même..... | 19 |
| 3. Causes politiques..... | 21 |
| Chapitre II : Manifestations enregistrées auprès des bénéficiaires..... | 24 |
| 1. Avis des parents d'élèves sur la mesure de la gratuité..... | 24 |
| 1-1 Importance de l'instruction | 24 |
| 1.2 Inquiétude des parents..... | 26 |
| 2. Opinion des enseignants face à la gratuité de l'école primaire..... | 28 |
| 2.1. Point positif de la gratuité..... | 28 |
| 2.2. Inconvénients de la mesure selon les enseignants..... | 29 |
| 3. Point de vue des apprenants..... | 31 |
| 3.1. Conditions de vie des enfants..... | 31 |
| 3.1.1. Les orphelins de l'un des parents et enfants provenant de couple divorcé..... | 31 |
| 3.1.2. Les orphelins des deux parents | 33 |
| 3.1.3. Les enfants vivant avec leurs propres parents..... | 34 |
| 3.2. La joie des enfants..... | 35 |
| 3.2. La joie des enfants..... | 37 |

| | |
|---|----|
| Chapitre III : Conséquences | 37 |
| 1. Les avantages..... | 37 |
| 1.1. Les bienfaits de la gratuite pour l'Etat lui-même..... | 38 |
| 1-2 .Les profits issus de la décision de gratuite pour la communauté de klouékanmè. | 41 |
| 2. Les méfaits..... | 41 |
| 2.1. Les difficultés et la déception des enseignants dans l'exercice de leur métier..... | 41 |
| 2.1-1.les difficultés des enseignants face aux problèmes créées par la mesure de la gratuite..... | 44 |
| 2.1-1.les difficultés des enseignants face aux problèmes créées par la mesure de la gratuite..... | 45 |
| 2.1-2 : La déception des enseignants | 46 |
| 2.2. Les conditions de travail des apprenants dans les écoles..... | 48 |
| 2.3. L'imprudence des parents..... | 49 |
| 2.4. Les contraintes de l'état, un recrutement hors norme du personnel enseignant et une mauvaise politique d'octroi des salles de classe à construire dans les écoles..... | 49 |
| 2.4.1 Les contraintes de l'Etat..... | 51 |
| 2.4.2. Un recrutement hâtif du personnel enseignant..... | 52 |
| 2.4.3. L'Etat, source d'un certain nombre de difficultés..... | 52 |
| 3. Les approches de solution..... | 55 |
| 3.1. Les recommandations..... | 57 |
| 3.1.1. Recommandations à l'endroit du gouvernement..... | 57 |
| 3.1.2. Recommandations à l'endroit des parents d'élèves..... | 59 |
| 3.2. Les suggestions..... | 60 |
| 3.2.1. Les suggestions à l' endroit du gouvernement..... | 62 |
| 3.2.2. Suggestions à l'endroit des élus locaux..... | 60 |
| 3.2.3. Suggestions à l'endroit des enseignants | 65 |
| 3.3. Conseils aux écoliers..... | 66 |
| Conclusion générale | 71 |
| Bibliographie | 72 |
| Annexe | 74 |
| Table des matières | 75 |